

le PSU :
appel aux travailleurs

tribune socialiste

n° 755 — 4 F
DU 29 SEPT. AU 5 OCT. 77
nouvelle édition
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ
PSU

AVENIR PUBLICITE

PARIS 1

Oui à la gauche qui gagne.



Directeur politique :
Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint :
Claude Deslhiat.

Rubriques :

- Où va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Julien - R. Lanarcho - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette Collaboration technique :
Max Pagis

Secrétariat - Documentation :
Marie-Françoise Chailleux

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,
Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

La rupture. *S. Depaquit* P. 4

Une autre idée de l'unité. *L. Goldberg* P. 5

Briser la chaîne

Dubigeon : un conflit dur, qui dure. *De notre envoyé spécial Y. Sparfel* P. 6

Bonnes feuilles

La sidérurgie est malade, *par J. Chèreque* P. 7

Et pourtant elle tourne

RFA : Affaire Schleyer : des suites dangereuses. *A. Chataignier* P. 8

La corne orientale de l'Afrique en feu : la patrie ou la mort ? *Ph. Marielie* P. 9-10

La parole à

Emma Bonino : « On met un foutoir pas possible... » *Propos recueillis par J.-J. Cléry* P. 11

Entre nous et pour vous

PSU : appel aux travailleurs, aux partis, syndicats, organisations populaires P. 12

Les armes de la critique

Harlan County USA : « L'Amérique en colère ». *F. Gastellier* P. 13

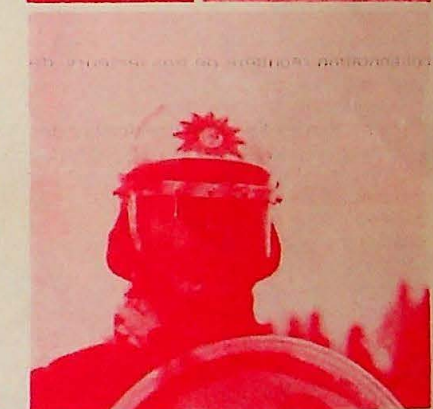
Les vadrouilles du Théâtre à pattes. P. 13

BD : petites bulles. *B. Blanc* P. 14

Télé : Points de vue. *R. Lanarcho* P. 15

Bien gardés. *Ph. L.* P. 15

Super Kalkar. *De notre envoyé spécial M. Martin* P. 16



calendrier politique

● **Du 26 septembre au 5 octobre (Chatenay-Malabry)** : semaine d'information-débats, organisée par le secteur culturel du campus de l'école centrale sur « l'écologie à l'Ecole Centrale ». 26 septembre à 20 h 30 (5 F) : film *L'An 01* et débat avec Gédé. Mardi 27 : film *La ville est à nous* à 20 h 30 (3 F) suivi d'un débat sur l'urbanisme avec des écologistes, des représentants du gouvernement et des urbanistes contestataires. Jeudi 29 : film *L'Arme du blé* à 20 h 30 (3 F) suivi d'une conférence de René Dumont sur l'agriculture du tiers monde. Vendredi 30 à 20 h 30 (8 F) spectacle Patrick Font et Philippe Val. Lundi 3 octobre : exposé de François Ramade sur le thème de la croissance énergétique, économique, démographique. Mardi 4 à 20 h 30 (8 F) bal folk avec l'Echo du Bayou et Michel Hindenoch. Mercredi 5 à 20 h 30 débat de clôture : « Ecologie et politique » et « Vers quelle société économique », avec Dominique Simonnet, Serge Moscovici, une journaliste de *La Gueule ouverte*. Il y aura aussi des expos d'engins solaires, de panneaux sur l'énergie nucléaire et 700 dessins de Batellier. Tout cela au théâtre de l'Ecole Centrale, avenue Sully-Prudhomme, 92290 Chatenay-Malabry.

● **Samédi 1^{er} octobre et dimanche 2 octobre (Paris)** : le Conseil national du

Mouvement de la paix se réunira au Palais du Luxembourg (Sénat) pour débattre des problèmes de la défense nationale et de la force nucléaire ainsi que du développement de la campagne pour le désarmement.

● **Mercredi 5 octobre (Paris)** : à 11 h à la Mutualité (salle D - 1^{er} étage), 24, rue Saint-Victor (5^e), conférence de presse de l'Union coopérative « le chèque-vacances ». L'union coopérative, constituée en 1971, par les organisations syndicales CFDT, FO, CGT, FEN et les mouvements mutualiste et coopératif : rappelle que, depuis six ans, elle demande aux pouvoirs publics l'exonération des charges sociales et fiscales sur une contribution des employeurs au paiement des chèques-vacances, évaluée à 1 200 F par an et par salarié. Constate que le rapport de la commission présidée par le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, reconnaît l'intérêt de l'institution du système chèque-vacances. S'inquiète des insuffisances et des dangers que présentent certaines propositions de ce rapport. L'Union coopérative « le chèque-vacances » fera connaître sa position sur ce problème au cours de la conférence de presse.

● **Jeudi 6 octobre (Nanterre)** : l'Union pacifiste de France passera en procès

devant la 11^e chambre du tribunal correctionnel en la personne de sa secrétaire Thérèse Collet, à 13 h 30, 179/191, avenue Joliot-Curie (près de la préfecture). Motifs d'inculpation : injures envers l'armée, provocations de militaires à la désobéissance.

● **Jeudi 6 octobre (Paris-6^e)** : cinquième réunion de la coordination des femmes de gauche au local du MIFAS, 7, rue Mayet (6^e), métro : Duroc. Cette coordination se donne pour but d'intervenir sur les questions femmes pendant la campagne des législatives... et après. Elle regroupe des femmes des partis de gauche, des syndicalistes et toutes celles qui jugent importante une telle initiative. Pour plus de renseignements contacter le secteur Femmes du PSU ou le MIFAS.

● **Vendredi 7 octobre (Rennes)** : meeting du PSU à 20 h 30, salle de la cité Saint-Louis avec Michel Mousel, secrétaire national et Denez Lhostis. « Vivre, produire, travailler autrement en Bretagne ».

● **En vue de l'utilisation de la campagne électorale pour l'information de la population sur tous les problèmes de l'environnement** (nucléaire, pollution...), en vue également de coordonner les actions des différentes organisations, le comité de défense contre la centrale nucléaire de Saint-Maurice-l'Exil - Saint-Alban-du-Rhône, souhaiterait rencontrer les différents groupes ou associations concernés des circonscriptions de : Vienne-Nord ; Vienne-Sud (Roussillon) ; Rive-de-Gier (Pélussin) ; Tournon (Annonay) ; Romans (Saint-Rambert) ; Givors Sud (Condrieur). Pour tout contacts : Lucien Buisson, 15, rue des Roses Saint-Maurice l'Exil 38550 Péage de Roussillon.

à nos correspondants :

Nos correspondants, tant à Paris qu'en province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubri-

que « calendrier », au plus tard le mardi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Tél. : 566-45-64.



A NOS LECTEURS

Ça y est : la semaine prochaine, *Tribune socialiste* paraîtra sous un jour quelque peu nouveau. C'est le résultat d'une double démarche. Essayer d'une part de réduire le coût de fabrication du journal. D'autre part tenter de donner à votre hebdomadaire le profil qui correspond à la fois aux exigences de la vie militante et au nécessaire effort qui consiste à le rendre plus attrayant, tourné vers l'extérieur, bref, vivant. Il peut paraître difficile d'atteindre ce double objectif. Trop souvent en effet certains de nos lecteurs n'insistent que sur l'un ou l'autre de ces deux aspects. Trop souvent, pensons-nous, sur le premier, sans songer suffisamment à l'inconvénient majeur que représenterait un hebdomadaire du PSU, de l'autogestion, trop — ou seulement — préoccupé de lui-même. Nous tâcherons d'éviter les écueils de l'une et l'autre formule. Mais, dans le même temps, nous n'avons nullement l'intention de faire le journal seul. Au contraire, il nous paraît vital pour la vie du journal que celui-ci trouve son originalité et sa vie à travers la collaboration régulière de nos lecteurs, de tous nos lecteurs. Dès la semaine prochaine, *TS* paraîtra sous un format différent. Non qu'il nous plaise de changer pour changer. Mais les économies que nous avons été amenés à faire sur le poste papier nous ont conduit à opter pour cette solution. Nous ne pensons pas que la qualité du journal en souffre. Puisque, dans le même temps, nous nous efforcerons de rendre la présentation plus attrayante. Les lecteurs jugeront sur pièce. Il vous appartiendra de nous faire part de vos remarques, de faire des propositions concrètes... et de persévérer. ■

éditorial

nos responsabilités

L'APPEL aux travailleurs lancé par la dernière réunion de notre Direction politique nationale est d'ores et déjà diffusé par centaines de milliers d'exemplaires. L'objectif du million doit être dépassé d'ici la fin de cette semaine. Et déjà, nous recevons des encouragements, nous apprenons que cette initiative a été discutée dans des entreprises, bref que notre appel, relayé lundi par la radio a été entendu par de nombreux travailleurs. Voilà qui doit nous inciter à déployer plus encore nos efforts.

Il ne s'agit pas d'un travail vulgairement propagandiste. Nous n'arrivons pas pour asséner les vérités du PSU et nous retirer satisfaits de nous-mêmes. Nous prenons toutes nos responsabilités, nous nous engageons dans une tentative positive pour construire l'unité. Comme on dit : « les conseillers ne sont pas les payeurs » : nous ne nous contentons pas de donner des conseils et nous paierons de nous-mêmes.

D'ABORD, parce que nous affirmons notre volonté d'être — avec tout le courant autogestionnaire —, partie prenante de cette unité à construire. Notre proposition d'« un accord d'unité populaire, pour sortir de la crise par une voie anticapitaliste » n'est pas une pétition de principe. C'est que nous ne voyons pas comment sortir de l'impasse autrement, à moins d'accepter quelque faux-semblant. Il faut « changer de méthode », comme l'écrit J.-P. Chevènement. Mais pour lui, changer de méthode, c'est reprendre mieux le dossier des nationalisations. Un peu dérisoire ! En fait, il convient de commencer par l'essentiel, c'est-à-dire définir les voies et moyens de la sortie de la crise. Tant qu'on ne l'a pas fait (voyez la place

qu'a pris le chômage dans les discussions !), à quoi sert de se plonger dans le détail des mesures du Programme commun ?

Disons-le franchement : à l'éventualité d'un compromis entre une partie de la droite et une partie de la gauche qui se profile derrière le conflit actuel, nous préférons, sans hésiter, un accord, peut-être limité dans son objet au plus urgent, mais largement ouvert à toutes les organisations populaires.

ENSUITE, parce que nous nous engageons à accompagner cette démarche auprès des organisations — et cela à tous les niveaux —, par une participation active à la mise en œuvre, dans les entreprises et les quartiers, du plus grand nombre possible d'expériences de rassemblement des travailleurs pour l'unité populaire. Il s'agit de trouver les moyens de débattre dans l'unité, d'élaborer des cahiers de revendications, de commencer à s'organiser. Cette démarche est inséparable de la précédente, puisqu'elle tend à créer les conditions de la mobilisation populaire qui, en 1978, aura finalement plus de poids que les chapitres de programme les plus sophistiqués.

Nous en avons la preuve chaque jour, notre appel rejoint les préoccupations de nombreux travailleurs. Par sa forme comme par son contenu, elle est de nature à être prise en charge par d'autres que nous, et d'être une occasion pour le courant autogestionnaire de se rassembler autour d'une initiative commune.

En se mettant ainsi en tête de la bataille pour l'unité, il créera les meilleures conditions pour l'apparition d'un Front autogestionnaire aux élections législatives.

Michel MOUSEL ■

humeur : les voix du seigneur sont impénétrables

Le pape est inquiet et le cardinal Marty commence à faire passer les réserves françaises d'hosties en Suisse, dans un ciboire numéroté. Autre signe qui ne trompe pas, comme le remarquait *Le Point* de lundi dernier, les habits sacerdotaux usagés voient leur prix monter chez les brocanteurs et aux Puces. Paraît qu'on se chamaille dès potron minet à la porte de Montreuil pour emporter une chasuble. Instinct, intuition ou spéculation délibérée des privilégiés qui savent ? Difficile à dire : mais l'attitude de quelques-uns fait bouler de neige et la plus sulpicienne des Vierges, avec ou sans enfant, est assurée de faire un malheur dès qu'elle arrive sur le trottoir.

Ce que sait le pape, ce qui angoisse le cardinal Marty et ce que subodorent quelques initiés qui écoutent aux portes des confessionnaux (à propos : ça s'enlève également comme des petits pains) c'est la véritable cause de la rupture entre le Parti communiste et le Parti socialiste. Depuis près de deux mois, ils se chamaillent sur l'Eglise de France !

Georges Marchais exige la nationalisation du catholicisme tandis que François Mitterrand soutient mordicus, appuyé par les Révérends Pères Hernu et Defferre, qu'il est imprudent d'aller au-delà d'une simple prise de participation de l'Etat à 51 %. Le débat se complique d'ailleurs au niveau des filiales : les deux partis ne sont pas d'accord sur leurs listes.

Par exemple : la secte Lefèvre est-elle une filiale ? Oui, soutient le PC qui ne veut rien laisser perdre dans l'Union du Peuple de France et prétend que le comité central finira par y reconnaître les siens ; non, proclame le PS en rappelant sa volonté de laisser libre cours à la petite entreprise.

A l'appui de ses thèses, le PC use de l'exemple soviétique et polonais, rappelant que depuis la complète nationalisation des églises orthodoxe et catholique, il n'y a jamais de divergences véritablement sérieuses entre le PC et les curés. Ce que n'a pas osé dire le PS, c'est que, justement, ces concordances entre l'Eglise et le Parti l'inquiétaient fortement.

En fait, au cœur de cette histoire, il y a la crainte du PS de faire de la peine aux francs-maçons dont on dit qu'ils commencent à se fatiguer de Giscard. Autre angoisse : *et Dieu dans tout cela ?* (comme dirait Jacques Chancel). Par crainte que de trop nombreux militants du PS découvrent, en cherchant à l'étatiser, qu'il n'existe pas, Mitterrand souhaite le laisser hors du coup, ne pas l'inclure dans les 51 %. Alors que dans l'hypothèse PC, évidemment, Dieu est nationalisable dès le printemps prochain.

Ce qui aurait pour avantage, confie Marchais, de montrer qu'il n'existe pas et que seule l'Eglise est bien vivante. Où le PC exagère, bien sûr, c'est quand il affirme au cours des rencontres, que le CNPF est une filiale nationalisable de l'Eglise de France. Exagération qui fait écho à la prudence des technocrates du PS qui expliquent qu'avec un contrôle à 51 % on dispose d'une minorité de blocage permettant de modifier les messes et de faire changer la moitié des saints du calendrier.

Il ne serait pas charitable de prétendre que la querelle est byzantine puisque tout butte là-dessus. Et comme toujours, les responsables catholiques s'affolent pour rien. Ce n'est pas la présence de quelques évêques nommés qui empêchera l'Eglise de caser sa salade.

Vous ne me prenez pas au sérieux ? Souvenez-vous de ce qu'a dit Mitterrand, vers 21 h 25, mercredi dernier, à Antenne 2 ! Ecartant avec impatience les questions précises d'Elkabach occupé à servir la soupe au gouvernement, il a levé les yeux au ciel et lâché : *je vais vous dire l'essentiel*. Et pendant quelques instants il a parlé de Dieu, au bord des confidences sur la pierre d'achoppement des négociations.

Puis il a retrouvé son sang-froid et a continué à nous amuser.

C.M. VADROT ■

où va la France ?

PC-PS : la rupture

Les larmes sur l'unité perdue ne sont plus de mise. Tant pis pour les états d'âme ! Car la reconstruction d'une alternative au conglomérat des droites exige aujourd'hui une démarche positive qui ne relève pas du « rétablissement de la confiance ». Si le Programme commun vole aujourd'hui en éclats, c'est parce qu'il était construit sur une ambiguïté. C'est de cela dont il faut aujourd'hui parler.

Non pour « dénoncer », mais pour construire. On ne peut oublier que par deux fois l'unité a éclaté dans la dernière décennie. Conclue en 1965, elle s'est évanouie trois ans plus tard face à la révolte étudiante et ouvrière de mai 68 ; aujourd'hui, c'est parvenue aux portes du pouvoir que la division de la gauche surgit à la stupéfaction de millions d'électeurs qui, eux, avaient donné leur confiance. La place manquée ici pour développer sur le fond la réflexion qu'impose une telle succession d'espairs déçus. Sans chauvinisme de parti, nous pouvons affirmer que le PSU y est sans doute mieux préparé que d'autres.

Mais il nous faut pour l'heure en rester à l'actualité. La rupture, si elle se confirme, va bouleverser les perspectives politiques de la période à venir, à commencer bien évidemment par l'élection de mars 78.

reconstruire sur la base du Programme commun ? Difficile !

Un accord PC-PS ne sera pas aisé à reconstruire. Sur la base du Programme commun, c'est évident, car le débat porte sur le fond et non sur une question de chiffres. La crise du Programme commun tient au fait que celui-ci a été élaboré dans une période d'expansion et à une époque où le PS, pour se construire en parti de masse, cherchait à se marquer à gauche. Aujourd'hui la perspective est inversée : il faudra gouverner avec la crise et le PS « attrape-tout » est devenu le parti de gouvernement (en fait depuis la campagne de Mitterrand en 1974 : relire les cinq points de sa plate-forme de l'époque... qui n'avait déjà plus grand chose à voir avec le Programme commun).

Or, le PC, qui est en position seconde par rapport au PS, ne peut de surcroît accepter de gérer la crise ; c'est en quelque sorte lui demander de disparaître à terme (notons que le PCI, qui est lui en position dominante, peut accepter une politique d'austérité... comme quoi l'eurocommunisme ne se résume pas à des formules idéologiques). Cette situation s'est nouée en 1974 au moment de l'élection présidentielle, même si l'opinion publique et la plupart des journalistes ne l'ont pas, à l'époque, nettement perçue.

Depuis cette date, la crise était évidente et inéluctable. Simplement, on pouvait supposer qu'elle éclaterait

après la victoire électorale, vraisemblablement même après une période commune d'exercice du pouvoir. Giscard avait vu, lui, la contradiction et bâti ses perspectives dans cette direction,

Programme commun, il le sera autant sur une « plate-forme de gouvernement » (du type de 1967 (1)) ou même par un simple accord électoral de désistement. En effet la gauche n'est pas nettement minoritaire et ne peut donc se contenter d'un « contrat des non » ; sa victoire est possible et pose donc directement la question du programme de gouvernement.

Certes, sans accord de désistement, le PC perdrait beaucoup de sièges ; mais la situation du PS est toute différente : une politique « chauve-souris » (souris d'un côté, oiseau de l'autre) peut lui être très profitable. En voix d'abord, ainsi que l'indique Defferre (35 % ?). Les dernières municipales en témoignent : partout où le PS s'est opposé au PC, on a vu des pans entiers de la droite voter PS ; exemples : Créteil, Clichy... En sièges ensuite : car les giscardiens pourraient faciliter l'élection de socialistes au détriment du RPR (des craquements à droite devraient d'ailleurs suivre ceux de la gauche). Tout ce-

ci n'interdisant évidemment pas une campagne fortement « autonome » du PS menée sur le thème de la défense inconditionnelle du Programme de 1972.

Pourtant celui-ci n'est plus ; il est même maintenant peu probable qu'on l'actualise. L'unité est donc à reconstruire. C'est bien de cela dont il faut aujourd'hui débattre.

Serge DEPAQUIT ■

(1) En 1967 la FGDS (PS + radicaux) a conclu un accord sur une « plate-forme de gouvernement » avec le PC, du type de l'accord « chiraquien » qui a été récemment ratifié par les partis de droite.

● La semaine prochaine : « Quelle unité ? »



* CHEVÈNEMENT, "MONDE" DU 28 JEF.

qui étaient Harouna, Sidi, Drame

Drame M'ba Bakary était Malien. Parce que l'Afrique meurt sous les méfaits du colonialisme passé et du néo-colonialisme présent, il a dû venir en France chercher du travail. Drame M'ba Bakary, 40 ans, était nettoyeur du métro et logeait au foyer de la rue Sedaine. Harouna Kounta, 21 ans et Sidi Sambala 30, Sénégalais, logeaient dans le même foyer de la rue Sedaine. Dans la nuit du 14 au 15 septembre des « mains criminelles » ont mis le feu à ce foyer de travailleurs immigrés. Drame, Harouna et Sidi sont morts des suites de cet incendie. Cinquante autres travailleurs immigrés sont hospitalisés. Sept d'entre eux sont dans le coma.

Depuis cet incendie, plusieurs questions se posent : qui permet encore l'existence de tels foyers où les travailleurs immigrés sont logés sur des lits superposés, à quatre par box, dans d'immenses dortoirs ? Il n'y avait qu'une seule sortie. Pas d'issue de secours. Pourquoi ? Le foyer est

géré par une association, l'Association d'accueil et de formation des travailleurs africains migrants (AFTAM). Les pouvoirs publics disposent d'un certain nombre de sièges au conseil d'administration de l'AFTAM. Il semble que derrière le problème de l'incendie du foyer de la rue Sedaine soit

une autre idée de l'unité

Il y a quelque chose de saisissant dans la brutalité du retournement de situation qui s'est opéré dans la nuit du jeudi 22 au vendredi 23 septembre. En dépit du ton acrimonieux de la polémique PC-PS, malgré la fausse sortie de Robert Fabre, bien que les problèmes posés soient réellement épineux, pas un observateur, pas un homme politique, et à plus forte raison pas un travailleur n'imaginait que la négociation sur la réactualisation du Programme commun puisse déboucher sur une rupture. Pourtant il faut se rendre à l'évidence : L'Union de la gauche autour d'un programme de gouvernement a peu de chances de se relever du coup qui lui a été porté.

Pour les milieux financiers, pour les politiciens de droite, c'est la *divine surprise*, la chance inespérée de conserver leurs privilèges et leur pouvoir. Et leur satisfaction ne peut qu'accroître l'amertume et le désarroi dans les milieux populaires. Nous-mêmes, qui n'avons pas signé le Programme commun, qui n'avons pas ménagé nos critiques sur la forme et le contenu de cette alliance des partis de gauche, nous n'aurions aucun motif d'être satisfaits si en définitive le mouvement ouvrier devait en mars prochain subir une nouvelle défaite.

rompre ou mourir

Mais la situation peut-elle encore être redressée et dans quel sens ? Il paraît aujourd'hui peu probable qu'un compromis de dernière minute réussisse à reléguer l'extraordinaire spectacle audiovisuel de ces derniers jours au rang d'un mauvais souvenir. Un tel compromis, bien qu'il soit encore possible, n'est d'ailleurs plus guère vraisemblable.

Visiblement le PCF considère que l'accord avec le PS, tel qu'il se présentait, lui était trop défavorable pour

pouvoir être accepté. Les bénéfices qu'il espérait légitimement tirer de l'unité se sont les uns après les autres évanouis au fil des mois. Contrairement aux précédents du Front populaire et de la Libération, la dynamique électorale n'a profité qu'au Parti socialiste et à lui seul. Pire : l'électorat communiste lui-même a été progressivement grignoté. Le rapport des forces au sein de la prochaine Assemblée a toutes les chances d'être très favorable aux socialistes. En précisant que l'éventuel gouvernement de gauche serait composé en fonction du résultat des élections, François Mitterrand a clairement indiqué aux communistes quelle serait leur part dans la répartition des ministères. Il est probable également que le PS dispose de plus d'atouts que le PC pour contrôler la haute administration.

La perspective pour les communistes d'investir des secteurs clés et suffisamment étendus de l'appareil d'Etat devenait dans ces conditions aléatoire. Restait la possibilité de contrôler l'appareil économique. Mais là aussi ce fut l'échec — au moins partiel. Toute la campagne du PCF au cours de ces dernières

entendu crier au feu. Alors nous nous sommes précipités dans l'escalier. On est arrivé devant la grande porte. Elle était fermée. Il y avait du fil de fer pour bloquer les deux battants et une voiture était juste derrière, pour bloquer le passage. J'ai entendu Sid crier : « Ouïma, Ouïma ! » (« ma mère, ma mère ! »). Mais depuis quelques jours les témoignages changent. Les résidents disent « d'autres personnes sont déjà venus nous voir à l'hôpital, elles disent que la porte n'était pas fermée, qu'il n'y avait pas de voiture, finalement c'est peut-être vrai. Un autre blessé est plus lucide : « moi je suis sûr que la porte était fermée puisque j'étais dans les premiers à essayer de sortir. Mais je ne pourrai pas témoigner car je n'ai pas de carte de séjour. »

L'UD-CFDT de Paris a proposé la



Photo D. R.

De gauche à droite : Charles Fiterman, Georges Marchais, Paul Laurent, Jean Kanapa.

semaines — et même de ces derniers mois — a consisté à la fois à se reconstituer une identité distincte de *parti ouvrier authentique* et à tenter d'arracher des concessions qui soient des garanties pour l'avenir.

On peut penser que le PCF a considéré que sa participation à un éventuel gouvernement de gauche risquait de l'amener à cautionner une politique d'austérité, plus ou moins sociale, qui mécontenterait sa propre base ouvrière. Un tel risque ne pouvait être pris que s'il obtenait en contrepartie la garantie de contrôler une partie significative de l'appareil d'Etat et de l'économie. Faute d'obtenir de telles assurances, le risque

La logique de la situation ainsi créée conduit à imaginer que si la gauche est malgré tout majoritaire dans la prochaine Assemblée, le PCF adoptera une attitude voisine de celle qui fut la sienne en 1936 : soutien à un gouvernement PS-MRG mais sans participation. Mais nous entrons là dans le domaine des spéculations.

redonner la parole aux voix étouffées

Pour l'heure il nous faut évaluer les causes réelles de cet échec de l'Union de la gauche. Les deux faits nouveaux intervenus depuis 1972



Photo D. R.

De gauche à droite : Pierre Mauroy, François Mitterrand, Gaston Defferre.

était trop grand d'être à terme rejeté hors du gouvernement après avoir perdu la confiance de sa propre assise de masse. Le PCF a préféré choisir la rupture parce qu'il ne voulait pas mettre en jeu sa propre existence.

Mais il a par la même occasion pris une responsabilité considérable, qui risque de peser très lourd à l'avenir, surtout si la gauche est vaincue en mars prochain.

étaient : d'une part l'émergence d'un Parti socialiste multiforme à vocation de parti présidentiel dominant, et d'autre part la crise économique et sociale. Ces deux faits, qui rendaient justement possible une victoire électorale de la gauche, sont en dernière analyse ceux qui ont rendu le maintien de l'union autour d'un Programme commun, très précaire. Il ne faut pas nous cacher qu'ils sont également responsables des difficultés du courant autogestionnaire.

Aujourd'hui, alors que le PCF se raidit sur le thème unique de l'étendue des nationalisations, alors que le PS, pour des raisons électorales et en raison de sa propre pesanteur, ne peut guère que se social-démocratiser davantage, alors que le découragement et le désarroi s'installent, il est nécessaire et possible de soulever les questions essentielles trop longtemps dissimulées : comment construire une véritable unité populaire et sur quel contenu ?

Les mouvements qui travaillent en profondeur la société capitaliste, les nouveaux contenus des luttes sociales, trop longtemps rejetés hors du champ politique ou maintenus à sa marge par la nébuleuse socialiste, peuvent de nouveau apparaître. A nous de faire entendre leur voix, non dans une optique politicienne, mais pour faire avancer le mouvement ouvrier et populaire dans son ensemble.

Léo GOLDBERG ■

M'ba Bakary ?

soulevé plus largement, le problème de l'existence de ces foyers taudis : celui de la rue Sedaine et les deux autres que l'AFTAM gère à Montreuil. La CFDT-AFTAM interroge : « jusqu'à quand continuera-t-on de loger les travailleurs immigrés dans des taudis aussi infects avec autant de mépris et d'insouciance pour les règles élémentaires de sécurité ? »

Qui a commis cet incendie raciste et criminel ? Et est-ce que cette affaire sera enterrée comme celles des autres incendies de foyers, comme les enquêtes soi-disant ouvertes après divers assassinats de travailleurs algériens ? Déjà des pressions sont faites sur les habitants du foyer pour qu'ils donnent un témoignage « correct » sur l'affaire. Au début, les travailleurs du foyer, interrogés par leurs camarades, disaient : « on a

création d'une commission d'enquête, constituée en liaison étroite avec les résidents du foyer. Le PSU appuie cette initiative. Les organisations africaines sont déjà mobilisées sur cette affaire. Les autres organisations progressistes voudront-elles que la lumière soit faite à la fois sur les conditions de sécurité dans les foyers et sur l'origine des incendies criminels ? Lors de la dernière réunion de coordination pour étudier les actions à mener, toutes les organisations africaines étaient présentes. Du côté des organisations françaises, étaient présents la CFDT, le MRAP, le PSU.

Pour aider les familles des travailleurs décédés l'UD-CFDT organise une collecte ; envoyer vos dons à : CCP : Union des Syndicats CFDT de Paris 30 415 90 La Source, avec la mention : « Solidarité travailleurs rue Sedaine ».

briser la chaîne

Dubigeon : un conflit dur qui dure

de notre envoyé spécial, Yves Sparfel

Une partie de la presse l'a appelé « le conflit des pendules ». Mais la lutte commencée chez Dubigeon à Nantes, il y a trois semaines, dépasse ce simple enjeu. Dans le seul survivant des chantiers navals nantais se joue une partie capitale, beaucoup plus importante que le fait de savoir si les pendules de pointage doivent demeurer dans les vestiaires ou être réparties auprès de chaque atelier de production.

Un premier enjeu de ce conflit se mesure quand des délégués CGT et CFDT de l'entreprise nous rappellent la phrase du directeur actuel, M. Savary, lors de sa prise de fonction, il y a quelques années : « Il y a à Dubigeon deux pouvoirs : celui de la direction et celui des syndicats. J'y mettrai bon ordre ».



Depuis le 8 septembre, la direction a engagé avec les travailleurs et leurs organisations syndicales, une véritable épreuve de force. Ceux qui la perdront, la perdront pour longtemps, me disait un délégué CFDT. « C'est un conflit dur », ajoutait un délégué CGT.

l'avenir d'une région

Le deuxième enjeu de ce conflit est lié à l'avenir de la construction navale dans la région. Celle-ci comptait, en effet, dans les années 50, trois grandes entreprises de la « navale » : Les Chantiers de la Loire, Les Chantiers de Bretagne et Dubigeon, employant huit à dix mille personnes. En 1962, les Chantiers de Bretagne absorbaient ceux de la Loire ; en 1969, Dubigeon faisait de même avec ceux de Bretagne. Entre temps, le nombre des emplois est passé de huit mille à deux mille quatre cents. Avec les phénomènes de sous-traitance et le commerce qu'il engendre, Dubigeon représente encore un potentiel beaucoup plus important.

Au printemps dernier, les premières menaces pour l'avenir se sont manifestées. Faute de commandes, la direction annonçait le licenciement de deux cent quatre-vingt trois personnes par mises en pré-retraite à cinquante-six ans et huit mois (avec 35 % du salaire). La CGT proposait la grève générale. La CFDT jugeait plus judicieux d'intervenir auprès des pouvoirs publics. Ce qui fut décidé par une large majorité du personnel. Manifestations lors de l'inauguration de la foire commerciale, devant les Floralies, occupation de la Chambre de commerce, puis de la DA-

TAR se succédaient. Cette pression aboutissait à l'obtention d'une commande : celle du car ferry « Le Corse ».

On pouvait penser que les menaces sur l'emploi s'éloignaient. Mais peu de temps avant les vacances, la direction mettait tout le chantier au chômage partiel, confirmait les mises en pré-retraite et opérait le déclassement de deux cent quarante-quatre mensuels, techniciens et dessinateurs. Si ceux-ci refusaient leur déclassement, ils seraient licenciés pour motif économique donc avec 90 % de leurs salaires. Cette mesure correspond à une incitation au départ volontaire. Comme nous l'ont expliqué des responsables CGT, elle vise aussi à démanteler tout le secteur « études et recherches » de Dubigeon qui a mis une dizaine d'années à être constitué. Elle fait donc planer le doute sur l'avenir de l'entreprise.

la surprise des pendules

Le retour de vacances s'est donc déroulé dans un climat d'incertitude que les organisations syndicales jugeaient peu propice à un conflit frontal. Une surprise attendait les travailleurs. Alors qu'il a fallu vingt-cinq années de lutte pour obtenir que les pendules de pointage soient placées à proximité des vestiaires, la direction avait à grand frais installé de nouvelles pendules sur les lieux mêmes de travail. Cela occasionne pour les travailleurs, les « horaires » surtout, des déplacements supplémentaires, une attente pour pointer, donc un allongement de

la journée de travail. De plus, obligation leur était faite de pointer également à midi, avant la pause-repas qui ne dure que cinquante minutes, pendant lesquelles les ouvriers restent au chantier dans leur majorité. La note de service notifiant ces mesures les assortissaient de menaces de retenues sur primes, mises à pied et de licenciements.

Malgré celles-ci le mot d'ordre inter-syndical de refus de pointage le midi était assez largement suivi, par les « horaires » surtout. Le 7 septembre, des ouvriers le transformaient d'eux-mêmes en refus total de pointer, déclenchant par là même le mouvement. La direction n'a accepté de rencontrer les syndicats qu'une seule fois dans l'après-midi du 8 septembre ; ce fut pour repousser les revendications. Le lendemain la grève fut décidée puis reconduite de demi-journée en demi-journée. Certes il y avait des jaunes mais peu nombreux : la direction en annonçait trois cent cinquante les premiers jours, puis cent à cent cinquante. Depuis, elle ne cite aucun chiffre. Elle les encourageait pourtant, proposant en particulier une pétition pour désavouer la grève. Mais la CGC la dénonçait.

les portes ouvertes : un succès

Le piquet de grève a été installé le 14. La grève est alors devenue totale. Sur l'immense chantier (1 km et demi de long sur trois cents mètres de large) ne résonnent que les sons d'un petit orchestre de grévistes, les allées et venues des militants. La grève est active. Trois commissions ont été mises en place : restaurant et économe ; sport et loisirs ; solidarité et popularisation.

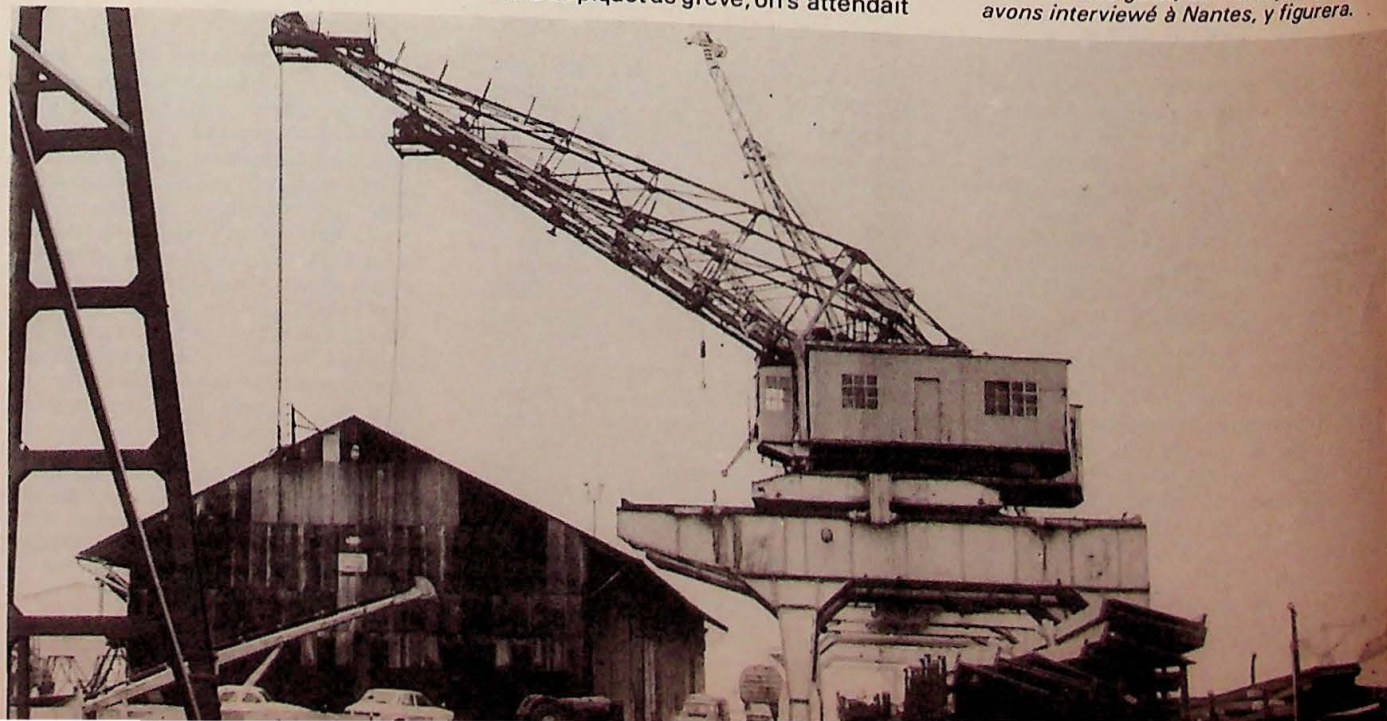
Cette popularisation doit être intense. Les patrons n'ont pas ménagé les coups. Ils ont obtenu en référé, jeudi dernier, après l'envoi quotidien d'un huissier, l'évacuation du piquet de grève et l'interdiction de la journée « portes ouvertes » prévue pour samedi dernier. Celle-ci a néanmoins eu lieu, avec succès, malgré la menace d'intervention policière annoncée par la presse. Il est vrai que la présence de cinq mille personnes et de nombreux élus socialistes et communistes a dû dissuader le préfet d'envoyer les flics. Mais au piquet de grève, on s'attendait

à leur arrivée d'un jour à l'autre. Quelques affrontements ont d'ailleurs eu lieu le 20 septembre lorsque la direction a tenté de venir intimider les grévistes avec quelques cadres et agents de maîtrise. Un sous-directeur, M. Stephan, dénommé « le baroudeur », qui tentait de photographier les grévistes, a vu sa voiture s'écorner sous les cailloux lancés par les ouvriers. D'autres cadres y ont perdu leur pare-brise. Les Renseignements généraux patrouillaient autour de l'usine. Une voiture munie d'une caméra vidéo tente de filmer les occupants.

L'épreuve de force se poursuit donc. Le soutien de la municipalité de Nantes, financier avant tout (livraison de repas à 4 F pour les grévistes), laisse perplexes certains militants. Le nouveau maire socialiste de Nantes, M. Chenard, semble en effet plus disposé à jouer un rôle de médiateur avec le patron de Dubigeon qu'à soutenir la lutte des travailleurs. Les syndicats s'en sont rendu compte quand ils ont sollicité auprès de la mairie la possibilité de déployer une banderole sur le stade de Nantes lors du match de football de vendredi dernier. Ils furent éconduits. Cette attitude n'est pas faite pour apaiser au niveau local les rancœurs entre communistes et socialistes, d'autant que dans la région, le congrès du PS a déçu certains des militants CFDT engagés dans ce parti. Pour sa part, le groupe PSU de Dubigeon, intervient dans le conflit de façon très active et unitaire.

Le conflit Dubigeon, quel que soit son dénouement, engagera l'avenir de la construction navale à Nantes (1). Voilà pourquoi les syndicats souhaitent une négociation réelle qui ne pose pas seulement le problème des pendules, mais permette d'obtenir des garanties pour l'avenir, pour l'emploi, pour les salaires, contre les déclassements et les licenciements. La direction s'y est encore refusée lundi soir. Le chantage, le jeu du pourrissement entrepris par les patrons nécessitent une riposte, un élargissement du conflit. Pour la sauvegarde de la vocation nantaise à la navale, le « au-secours » des Dubigeon devra être entendu.

(1) Nous préparons actuellement un dossier « construction navale » qui traitera plus généralement des problèmes de cette branche. Le point de vue des sections CGT et CFDT de Dubigeon, sur ce sujet, que nous avons interviewé à Nantes, y figurera.



la sidérurgie française est malade

par Jacques Chérèque
secrétaire général de la Fédération générale
de la métallurgie CFDT

Le dossier de la sidérurgie est aujourd'hui largement ouvert. Les éditions Syros viennent d'en publier les éléments : un petit livre clair, accessible, « exemplaire », écrit Jacques Chérèque, secrétaire général de FGM-CFDT, qui préface l'ouvrage, et dont nous publions en « bonnes feuilles » quelques extraits.

La sidérurgie française est malade. Malade des choix effectués quelques années plus tôt par les maîtres de forges. Elle connaît une nouvelle crise. A ses aspects en France, s'ajoutent ceux, aussi graves, de la crise due à la concurrence internationale. Celle-ci a réduit à néant les objectifs visés par les grands groupes de l'acier. Les conséquences ont été annoncées : des milliers de licenciements programmés dans les années à venir ; la récession pour des régions entières. Mais le patronat veut liquider le dossier avant 1978. [...]

Depuis 1960, la FGM se bat pour de réelles garanties quant à l'avenir des sidérurgistes, une diversification, le reclassement effectif, d'autres perspectives industrielles, en un mot pour une autre sidérurgie. Nous proposons une alternative : sauvegarder le potentiel d'emploi des installations dites non compétitives, tout en créant les moyens de désenclaver la sidérurgie et de la réorienter. A cette fin, il faut changer de stratégie industrielle : il faut relativiser la quantité et le type de produits exportés ; il faut, en priorité, transformer qualitativement les produits sidérurgiques français, donc développer les industries de transformation françaises.

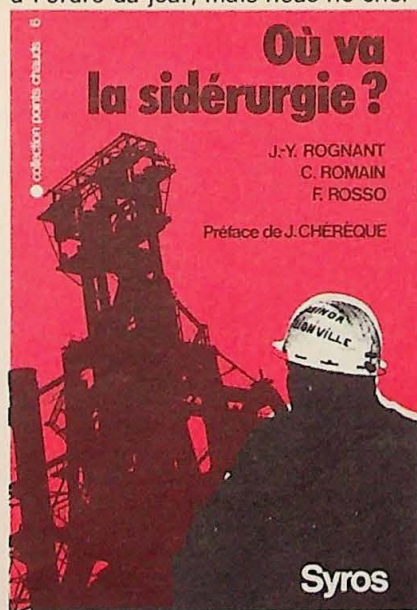
Au lieu de cela, le gouvernement et le patronat utilisent la crise pour relancer l'éternelle même politique : l'injection de fonds publics pour une prétendue reconversion. A cette occasion, Barre laisse entendre qu'il formulerait des exigences sur l'utilisation des douze milliards de francs accordés aux maîtres de forges. En fait, il ne s'agit que de renforcer la stratégie de restructuration déjà amorcée par le Plan Ferry en 1966 et de lui donner un « bon coup de fouet », de l'accélérer. Pourtant, les investissements prévus à la hâte par les patrons pour « justifier » cette aide de l'Etat, risquent bien de ne pas voir le jour. C'est là le scandale. Même effectués, ils seraient, dans la conjoncture actuelle, une cause d'accélération de la dégradation de matériels relativement plus anciens, encore en bon état de marche dans des conditions de compétitivité honorables. Ils accentueraient le cycle de la récession et des déséquilibres régionaux. De plus, ils freineraient les possibilités de création et de rénovation d'un tissu industriel indispensable, plus équilibrant pour la sidérurgie et les régions.

Sans négliger le nécessaire maintien d'un investissement de « croisière » pour des outils modernes et

valables, la FGM estime que s'il faut injecter des crédits, c'est moins dans la sidérurgie que dans les branches situées en aval : machine-outil, mécanique, construction navale, transformation de l'acier, etc.

Cette analyse montre notre volonté de nous prononcer aussi, en tant que syndicat, sur la politique industrielle, sur la nature des investissements, leur localisation, leur complémentarité. Il ne nous apparaît pas exact d'affirmer, comme le fait souvent apparaître la CGT, que seule la relance de la consommation globale entraînerait le plein fonctionnement de toutes les capacités de production actuelles, anciennes et nouvelles.

La crise de la sidérurgie est aussi structurelle. En ce sens, elle est un fait politique qui justifie d'une autre politique industrielle et de développement. Dans cette perspective, la socialisation de la sidérurgie est bien à l'ordre du jour, mais nous ne cher-



chons pas à entrer dans le débat juridique entre les partisans d'une prise de participation majoritaire et ceux d'une appropriation totale des actifs par une nationalisation. Pour nous, il s'agit de circonstances, d'opportunités financières ou économiques. Que des moyens juridiques permettent d'obtenir un contrôle des holdings, une maîtrise de l'orientation industrielle, des investissements, des possibilités de décentralisation, sans passer par une indemnisation, voilà l'objectif. Fondamentalement, nous ne voulons pas voir les De Wendel, Empain, et Cie, empocher des sommes considérables. Si la partici-

pation majoritaire permet de satisfaire nos objectifs revendicatifs et de développer le contrôle des travailleurs sans coûter un sou aux citoyens, elle est souhaitable. Si ce n'est pas le cas, il faut aller plus loin.

La FGM et la CFDT ont une analyse précise des nationalisations. Elles sont les moyens d'une politique. Au nom des risques d'une cogestion de gauche ou d'un débordement d'extrême gauche, nous ne saurions accepter que la nationalisation ne devienne pas, outre l'instrument de la maîtrise économique de certains secteurs clés, une occasion essentielle pour le développement du pouvoir des travailleurs. Il ne s'agit pas d'ailleurs seulement du pouvoir des organisations syndicales, mais d'une nouvelle définition des rapports de pouvoir dans l'entreprise et entre l'entreprise et la collectivité, entre les directions des entreprises nationalisées, les travailleurs et les syndicats. Pour nous, les entreprises nationalisées ne doivent pas être conçues de manière autarcique, mais comme un secteur de l'économie où la mise en œuvre d'une dynamique allant dans le sens d'un processus autogestionnaire peut se réaliser dans des conditions plus favorables. Cette dynamique et les résultats acquis serviront de points d'appui à tous les travailleurs des autres secteurs, privés ou nationalisés. Voilà pourquoi nous récusons toute idée de statut privilégié comme celui du sidérurgiste, ou de conventions collectives spécifiques aux secteurs nationalisés de la métallurgie. Nous voulons une Convention collective nationale de tous les métallurgistes, négociée à tous les échelons : dans l'entreprise, localement, régio-

vient de paraître :

aux Editions Syros

dans la collection
« Points chauds »

•
où va la sidérurgie ?

•
J.-Y. Rognant
C. Romain
F. Rosso

préface de J. Chérèque

15 francs

nalement, sectoriellement. Nous voulons impulser une nouvelle dynamique des rapports sociaux.

Que va-t-il se passer dans la sidérurgie, au cours des mois qui viennent ? La négociation du « Plan social » proposé par le patronat constituait un enjeu important. FO a pris la lourde et grave responsabilité de signer seule les mesures qu'il préconise. Est-ce que pour autant toutes les possibilités de poursuivre l'action sont réduites à néant ? Non, bien sûr ! Il y a d'une part le refus des travailleurs d'entériner la décision de la direction de FO et l'accueil favorable à notre critique de l'accord. Ceci



Photo AFP

démontre que le potentiel d'action existe toujours. Même si l'accord offre certaines garanties aux salariés « dégagés » en pré-retraite et satisfait leur juste désir de quitter un travail épuisant et dangereux, beaucoup de ces garanties restent aléatoires. Mais il n'en va pas de même pour tous. Ceux qui restent vont subir les mutations, les changements de travail, de lieux et, dans de nombreux cas, des déclassements et des pertes de salaire. De plus, des cycles de travail sont déjà modifiés, au gré des objectifs patronaux, notamment par le passage de 4x8 en 3x8, avec pertes de salaire de l'ordre de 30% et le retour à des horaires plus exténuants.

A l'automne, ces échéances vont tomber. Nous avons l'intention d'utiliser l'application du Plan dit social pour organiser la riposte. De plus, nous mettrons à profit le débat politique qui s'intensifiera à l'approche des élections de 1978. Nous souhaitons que les résultats de l'actualisation du Programme commun contribuent à relancer la discussion sur l'avenir de la sidérurgie en cas de victoire de la gauche. Nous y interviendrons en tant qu'organisation syndicale. Nous interpellons les partis politiques lors de la campagne électorale, sur la nécessité d'une autre politique industrielle, régionale et d'un autre modèle de développement. En cas de victoire de la gauche, que nous souhaitons et soutenons, quelles seront les réponses concrètes dans la sidérurgie ? Cette question sera posée. La lutte constitue pour nous le moteur des transformations sociales. La mobilisation active des travailleurs est une des conditions d'une victoire électorale, pour qu'elle soit durable et permette les modifications, les changements structurels correspondant à la prise de conscience et aux exigences des travailleurs en lutte.

Ce livre a un intérêt indiscutable pour les militants. Il donne un certain nombre d'informations indispensables pour la connaissance de la situation de la sidérurgie. Il offre également des éléments d'analyse nécessaires pour conduire la lutte, comprendre les enjeux de ce qui se passe notamment en Lorraine, dans le Nord, et partout où l'emploi des sidérurgistes est menacé. Il formule des critiques pertinentes sur les stratégies en présence. Il a le mérite de privilégier quelques orientations essentielles : en particulier sur la nature des solutions à mettre en œuvre pour dépasser la crise de la sidérurgie dans le sens des intérêts des travailleurs, notamment par la référence, sous-jacente, à la conception autogestionnaire. Ce livre est donc utile. [...]

J.C. ■

et pourtant elle tourne...

affaire Schleyer : des suites dangereuses...

Il y a plus de deux ans déjà que nous avons dit dans ces colonnes (1) que nous ne partageons pas les conceptions du combat politique de la Fraction armée rouge (RAF). Nous avons également affirmé notre attachement indéfectible à la défense des droits des prisonniers politiques. Tout cela reste vrai dans le contexte créé par l'enlèvement de Schleyer.

Nos divergences avec la RAF sont profondes. Son action violente n'est pas, selon nous, de nature à débloquent la lutte des classes en RFA. Dans une interview à *Die Zeit*, H. Marcuse a remarqué avec pertinence que la RAF faisait une grave erreur stratégique : « liquider un patron n'est pas entraver la puissance de la bourgeoisie : elle contient en son sein un réservoir inépuisable de successeurs éventuels de Schleyer » (2). Le rapport des forces en RFA n'est pas tel, qu'un acte violent isolé soit de nature à affaiblir l'appareil d'Etat et la classe dominante. Au contraire, il contribue à isoler ceux qui y ont recours. Ainsi l'isolement politique de la RAF dans le champ de l'extrême gauche atteint son point culminant. Désavouée moralement par H. Böll, réfutée idéologiquement par H. Marcuse, l'action de la RAF est crûment dénoncée par Rudi Dutschke (symbole de la contestation étudiante des années 60 et membre du « *Sozialistische Büro* ») qui a déclaré : « Nous connaissons suffisamment le despotisme du capital, nous ne voulons pas le remplacer par le despotisme de la terreur » (3). Nous partageons ce point de vue.

Mais qu'on ne se méprenne pas ! Ne pas céder à la campagne hystérique qui dissimule la responsabilité accablante de l'Etat allemand est un impératif majeur. Nous réfutons toute

présentation « neutre » (du type de celle d'A. Grosser) qui oppose caricaturalement un « bon Etat démocratique à une bande de criminels ». La RFA des « *Berufsverbote* », de la « torture blanche », de la restriction des droits de la défense, de la censure (article 88 A du Code pénal) n'a pas « l'innocence d'un ange » comme le prétend Golo Mann (fils de l'écrivain Thomas Mann) (3)... Un prochain tribunal Russell se prononcera d'ailleurs sur ces cas de répression. Quant à nous, nous chercherons ailleurs qu'en RFA notre modèle de société démocratique !

affaire prétexte

L'affaire Schleyer connaît des suites dangereuses car elle est utilisée comme prétexte par la bourgeoisie allemande pour exiger du gouvernement Schmidt un renforcement et un élargissement du champ de la répression. La CDU, sous l'influence déterminante de Strauss réclame déjà « l'écoute des conversations entre avocats et détenus, l'accélération des inculpations sur le modèle français des flagrants délits, la levée du secret de la correspondance, la prolongation sans limite de la garde à vue, la suppression de l'alimentation forcée en cas de grève de la faim » (4). Voilà le prix que la CDU exige du SPD pour sa participation au « grand état-

major de crise ». Le SPD peut-il céder à ce chantage, sans risque électoral grave ?

Mais ce qui semble le plus dangereux c'est la déclaration de guerre d'Helmut Kohl (secrétaire de la démocratie chrétienne) au « réseau des sympathisants ». Toute l'extrême gauche est visée, voire même les éléments radicaux du SPD. La droite réclame l'épuration des universités que Kohl assimile à des « couveuses où grandit le terrorisme » (5). Voilà bien la pente glissante : en élargissant le champ de la répression au milieu des « sympathisants » on crée une « vague de soupçons », qui est sans limite objective, comme l'a dit H. Böll. La CDU fait ici preuve d'une démagogie totale et reprend les campagnes haineuses de la *Bild Zeitung* qui présente la situation comme « une guerre civile sanglante... l'Irlande du nord de l'Allemagne » (6) et incite le pouvoir « à faire ses preuves » en exigeant de l'Etat qu'il mène « un combat dans lequel il ne doit pas y avoir de circonstances atténuantes mais une seule réalité : la Constitution dans la main gauche et une arme dans la main droite » (7). Tout cela donne le ton de la campagne de presse de la droite...

L'issue de la prise d'otage semble, à ce jour, incertaine. Mais les conséquences politiques seront quasiment identiques quoiqu'il arrive. Peut-être rétablira-t-on la peine de mort en RFA si Schleyer est exécuté. Ce sera un gage donné à l'opinion publique. Mais l'accroissement de la répression porte en germe une crise profonde du gouvernement Schmidt et plus largement de la social-démocratie.

Alain CHATAIGNIER ■

- (1) TS n° 660 du 7 juin 1975 : « Etat de siège » en RFA.
- (2) *Die Zeit* du 15 septembre.
- (3) Editorial de *Die Welt* du 7 septembre.
- (4) Extrait de *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 9 septembre.
- (5) Déclaration faite à Berlin le 6 septembre reportée dans la *FAZ* (7 septembre).
- (6) Idem.
- (7) *Bild Zeitung* du 8 septembre.

bloc-notes

Chili en lutte

● **Communiqué du Chili en lutte**, mensuel, n°s 9-10 (BP 88, 4000 Liège, Belgique) vient de paraître. Des informations sur la répression, l'économie, la politique, la vie syndicale, culturelle, etc.

Le Chili toujours. Un communiqué commun des partis de l'Unité populaire et du MIR fait état des discussions intervenues afin d'impulser au Chili une action commune contre la Junte militaire. Le communiqué conjoint précise que les formations signataires uniront leurs efforts pour favoriser l'unité de tous ceux qui sont disposés à lutter contre la Junte militaire, combattre la répression et défendre les droits humains, défendre le niveau de vie des masses, défendre le patrimoine culturel national, développer la solidarité internationale, promouvoir et renforcer l'unité syndicale à l'extérieur autour de la Centrale unique des travailleurs du Chili. ■

la presse en colère

● **Mardi 13 septembre** : un mort, douze blessés dont certains dans un état grave, tel est le triste bilan de l'action du « Triple A » qui a déposé une bombe au siège de la rédaction de l'hebdomadaire barcelonais *El Popus*. Motif ? *El Popus* contribue, par ses articles, à mettre bas le fascisme.

La riposte de la presse est immédiate : les centrales syndicales UGT, CCOO, FU, CNT, CSUT, USO et Commission des journalistes, réunissent une assemblée des travailleurs. Qui décide une grève de 24 heures. Vendredi dernier, aucun journal — sauf *El Alcazar*, canard d'extrême droite —, ne paraît à Madrid ; 3 000 personnes — travailleurs du livre, directeurs, rédacteurs, journalistes, parlementaires —, défilent dans les rues de la ville.

Dans un communiqué commun, les centrales syndicales, constituées en comité de grève, revendiquent pour les Espagnols une « information libre et sans terreur », et exigent l'identification, l'arrestation et la détention des éléments « incontrôlés », et de leurs protecteurs qui ont des accointances avec le gouvernement.

Pour nous, nous ne pouvons rester indifférents. L'opération du « Triple A », organisation fasciste animée par des Argentins, vise à faire de l'Espagne un laboratoire de terrorisme de droite, le refuge du fascisme d'Amérique latine et d'Europe que nous ne pouvons accepter. ■



Photo DR

Mengistu, président du Derg éthiopien

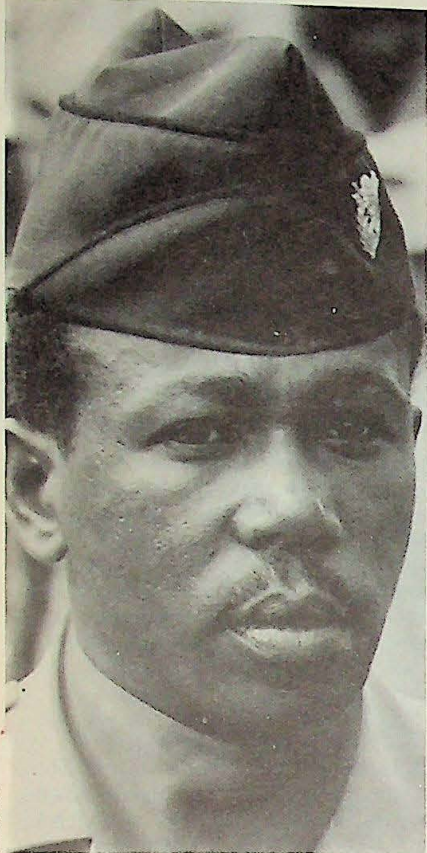


Photo DR



Photo DR

S. Barre, président de la Somalie

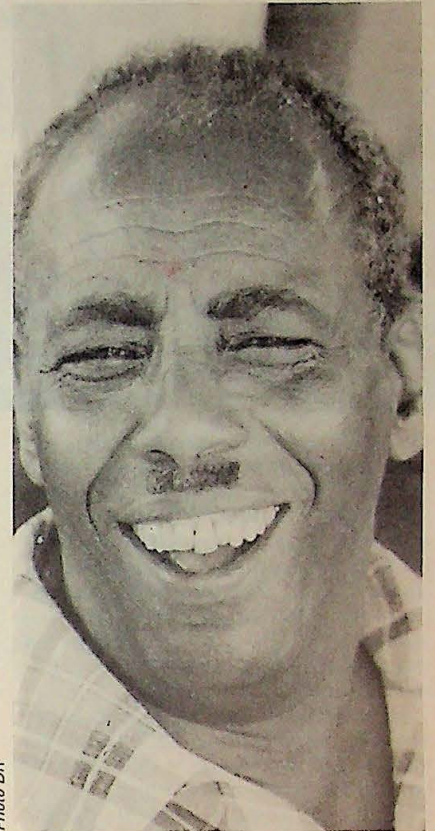


Photo DR

la corne orientale de l'Afrique en feu : la patrie ou la mort ?

La guerre qui fait rage depuis quelques mois aux confins de l'Éthiopie et de la Somalie, dans l'Ogaden, à quelques dizaines de kilomètres de Djibouti, paraît absurde à plus d'un titre : elle oppose des races proches les unes des autres ; elle met aux prises des pauvres ; enfin, elle crée un gouffre entre deux pays qui se réclamaient pourtant de la « révolution » et du « socialisme ». Il y a de quoi être troublé par ce conflit contre nature. Une seule question résume toutes les autres : jusqu'où iront-ils ? L'Éthiopie dans cette fuite en avant militaire, et dans la guerre à outrance aux nationalités qui composent l'ancien empire abyssin. La Somalie dans le soutien à une lutte de libération uniquement nationaliste, et son souci de reconstituer la « nation somalie » des temps anciens, qui la conduisent à se reposer de plus en plus sur l'arabisme conservateur de l'Arabie saoudite et de la Ligue arabe. Et l'Union soviétique, dans ce jeu de bascule entre ses alliés, dans cette légitimation d'un régime éthiopien contesté, et dans un « interventionnisme » qui risque de desservir la cause du socialisme sur le continent...

ment : « l'Ogaden, c'est notre chair, ce sont nos frères : cette « province » éthiopienne est issue d'un partage de la nation somalie ».

l'ancien empire déstabilisé

Le résultat est clair : l'ancien empire en proie aux guerres « nationales » au nord (Érythrée), comme

à l'est (Ogaden), et à l'ouest (Tigre), paraît prêt de se désintégrer. Le Derg mobilise actuellement ses dernières réserves : les anciens combattants de moins de 60 ans ! Les tentatives de règlement ébauchées dans ces provinces ou au sein même de l'équipe au pouvoir à Addis-Abeba ont toujours buté sur l'intransigeance absolue d'une fraction très jacobine du régime, qui s'est débrouillée pour li-

quider à chaque étage ceux qu'elle appelle les « traîtres », les « séparatistes » ou les « bradeurs ». La guerre couve en Érythrée depuis près de dix-sept ans ; elle a pris de l'extension à partir de 1974, bien que le mouvement national érythréen — très majoritaire dans la province — soit affaibli par des divisions durables entre trois fronts concurrents (cf. TS.....)

Les affrontements en pays Afar (non loin de Djibouti) se sont multipliés à partir de 1975, et dans le Tigre à partir de 1976 (quand le Soudan du général Nimeiry — ennemi juré du socialisme en général et de l'Éthiopie en particulier — s'est mis à soutenir indistinctement tout ce qui pouvait contribuer à destabiliser l'ancien empire).

Le conflit en Ogaden, qui couvait également depuis longtemps, s'est étendu à partir de juin dernier ; à la suite de plusieurs événements : la constitution d'une « Sainte-Alliance » entre l'Égypte, le Soudan et la Syrie, financée par l'Arabie Saoudite, qui a résolu « d'arabiser » définitivement les abords de la mer Rouge et de faire la chasse à la « subversion communiste » ; l'intérêt croissant de l'URSS pour l'Éthiopie, motivé officiellement par le renforcement de la ligne « révolutionnaire » en février dernier, au sein du Derg ; enfin l'indépendance de Djibouti, qui a rapproché cette ancienne colonie française de la Ligue arabe, mais a éloigné la perspective d'une « récupération » caressée naguère par la Somalie

Djibouti survivra-t-il à la guerre ?

Le nouvel Etat vit à l'heure de l'Ogaden. Au gouvernement, on déchiffre avec fièvre chaque jour les dépêches. Au PC des forces armées françaises — 4 500 hommes de l'infanterie, de l'aviation et de la marine, à l'exclusion de la Légion étrangère et

l'Ogaden et les nationalités en Éthiopie

Pour les Somalis — comme pour les Érythréens, les Afars, les Oromos, etc., des populations qui estiment avoir été spoliées au siècle dernier, et être encore victimes aujourd'hui de « l'impérialisme Amhara » — le temps est venu de secouer le joug d'Addis-Abeba. La preuve est faite, disent-ils, que les « révolutionnaires » au pouvoir depuis trois ans à Addis ne sont pas moins annexionnistes que les féodaux de l'ancien régime impérial. La revendication des Somalis de l'Ogaden est d'autant plus forte qu'elle s'appuie sur un Etat déjà indépendant — la Somalie — auquel elle demande à être rattaché. Et tout naturellement, à Mogadiscio, on se défend de vouloir annexer quelque pays que ce soit en affirmant simple-



Photo DR

de la Gendarmerie d'outre-mer, qui sont en cours de rapatriement — on compare les informations, on scrute les cartes, on évalue les risques. Et aux frontières du pays, dans la pieraille, les « goumiers » du Groupement nomade — la première unité « opérationnelle » de l'armée djiboutienne — veillent, contrôlent, enquêtent sur les mouvements de troupes et de populations au-delà des frontières.

Hassan Gouled, le président de cet anti-Etat, prisonnier de tout et de tous, fait ce qu'il peut : la « manche » à l'extérieur, pour faire remonter les chèques qui lui permettent de garder la tête hors de l'eau, d'assurer un minimum de ravitaillement, de maintenir les services et l'armée en activité, et de mettre en œuvre les projets modestes mais urgents qui doivent permettre de donner du travail à la jeunesse. Aux Nations-unies pour l'admission de son pays, il a tenu un langage étonnant qui a séduit : « *La guerre, vous l'avez créée en ne tenant pas compte de nos nations... Nous tenterons de rester un îlot de paix... Nous souhaitons que notre pays, en raison même de sa fragilité, se voit confier par la communauté internationale un rôle particulier dans la défense des droits de l'homme... Notre peuple s'est libéré du Khat — sa drogue — comme une camisole de force...* ».

mais à qui profite surtout ce conflit ?

Mais les perspectives sont sombres. Une économie de survie : le chemin de fer Djibouti-Addis est à l'arrêt complet depuis juin dernier (le début de la guerre dans l'Ogaden) ; le port est en hibernation... Et il est pratiquement impossible de se lancer dans les réformes de structure tant que la guerre sévit aux frontières, que l'armée française occupe (pour le meilleur et pour le pire) le pays, tant que l'ancien système d'administration et de notabilité se survit. « *Le problème de fond de Djibouti, indique un membre de l'équipe du président Gouled, ce n'est pas celui des frontières ; ce n'est pas une question de tribus, ni même un problème militaire : ce sont les cent mille pauvres ou super-pauvres du « Magala », le grand quartier-bidonville de Djibouti. Mais pour s'attaquer à ce morceau, pour faire du social, du progrès, de la démocratie populaire, il faut les coupes franches. Pour le moment, on finit la sucette ; et quand il ne restera que le bâton...* »

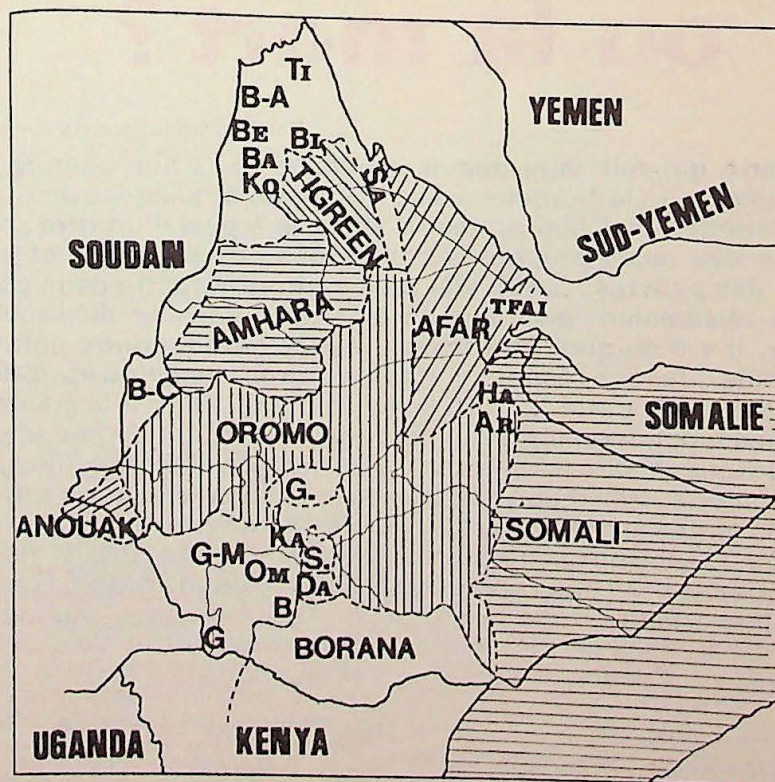
Dans toute la région, depuis quel-

les forces militaires en présence

	ETHIOPIE	SOMALIE
TROUPES	53 000 h. + 75 000 h. (milice)	31 000 h. + 14 500 h. (milice)
BLINDES	140 chars moyens 130 véh. transp.	300 chars moyens 350 véh. transp.
MARINE	1 dragueur de mines et quelques vedettes	3 vedettes lances-missiles 10 vedettes rapides
AVIATION	35 avions de combat dont 20 app. « F-5 »	Missiles « sol-air » 55 avions de combat + 40 Mig-17 et Mig-15

Source : Institut international d'études stratégiques de Londres, « *L'équilibre des forces en 1977-1978* ».

L'Éthiopie : une mosaïque de peuples



Source : J. Vanderlinden, *L'Éthiopie et ses populations*, Paris, PUF, 1977.

La zone approximative des principales populations a été délimitée par un trait discontinu, tandis que leur nom est indiqué en toutes lettres. Pour des raisons pratiques certaines populations ont été repérées seulement par leurs initiales ou leurs deux premières lettres. Ce sont : les argobba (A), les Baria (Ba), les Bédja (Be), les Béni-Amer (B-A), les Bilèn (Bi), les Bourdji (B), les Darasa (Da), les Guéleba (G), les Gouragué (G), les Guimiri-Mayi (G-M), les Harari (H), les Kambata (Ka), les Kounama (Ko), les Omoto (Om), les Saho (Sa), les Sidamo (S), les Tigréens septentrionaux (Ti).

ques années, on assiste à une large redistribution des cartes. Des pays réputés socialistes ou progressistes — comme le Sud-Yémen (Aden) par exemple — paraissent soudain plus conciliants avec l'Arabie Saoudite (et l'Occident qui se profile derrière elle). La Somalie, qui passait pour l'allié le plus sûr de l'Union soviétique jusqu'à présent, et se voulait plus « africaine » qu'« arabe », s'est rapproché en quelques mois des Etats de la mer Rouge ou du Golfe arabe, demandant crédits et armes, offrant sans doute des contre-parties... La tendance de gauche dans le parti révolutionnaire somalien risque ainsi de se faire évincer, au profit d'un courant plus nationaliste et pan-arabe.

L'Union soviétique, en décidant de soutenir — même au prix d'une rupture avec la Somalie — une révolution éthiopienne qui n'est pourtant pas au-dessus de tout soupçon, (elle lance actuellement ses fils vers les provinces rebelles aux cris de « *La Patrie ou la mort !* », escompte sans doute qu'ainsi elle prendra pied plus solidement sur un continent noir dont l'Éthiopie — avec ses 30 millions d'habitants, — est certainement l'une des clés principales. De fait, la plupart des pays africains — bien qu'hostiles aux armées « rouges » sur le continent et sensibles aux discours démagogiques d'un Giscard d'Estaing sur « *l'Afrique aux Africains* » — se retrouvent derrière l'Éthiopie pour condamner le séparatisme et réclamer le « gel » des frontières coloniales. Une seule infraction de taille à cette règle, et plusieurs dizaines de régimes — bourgeois ou non — se trouveront emportés, et plusieurs centaines de nationalismes se réveilleront, suscitant autant de guerres saintes et meurtrières.

L'Occident impérialiste n'est pas fâché de tous ces dégâts. Et d'abord de voir l'Union soviétique engluée dans un drôle de borborygme, dont on ne voit guère l'issue. Ensuite d'assister à la dislocation progressive de cette barrière de pays socialistes qui, du Sud Yémen au Mozambique, « arrêtent » encore dans une certaine mesure le capitalisme européen ou américain. Enfin de constater que les Etats africains veulent se doter d'armées de plus en plus nombreuses, de mieux en mieux équipées ; et qu'ainsi, ils se lient financièrement et politiquement à des protecteurs intéressés. C'est autant qui ne sera pas consacré à la lutte contre le sous-développement !

Ph. MARIELIE ■

la parole à

Emma Bonino : « on met un foutoir pas possible... »

Ils sont quatre, qui perturbent la fête parlementaire italienne. Quatre députés *radicaux* qui se réclament du socialisme libertaire et non violent. Inventeurs des « droits civils » de tout un chacun. Apôtres de la « désobéissance civile » dont ils donnent l'exemple. Importateurs, dans la péninsule, des marches contestataires à la mode anglo-saxonne. Champions d'un droit à la différence qui est droit d'expression des minorités de tous poils : homosexuels, objecteurs de conscience, taulards, toxicomanes... Hauts-parleurs de ces *nouveaux mouvements sociaux* qui font irruption, en marge du mouvement ouvrier, sur la scène sociale et politique : mouvement des femmes, mouvement écologique, mouvement non violent. Perturbateurs exhibitionnistes d'un jeu institutionnel qu'ils choisissent pour mieux le chaffuster : spécialistes de la pétition et du référendum, ils sont capables de recueillir 700 000 signatures pour exiger simultanément huit consultations populaires sur des sujets aussi divers que le Concordat, les codes et tribunaux militaires, la commission d'enquête parlementaire, les délits d'opinion, la récente loi sur l'ordre public, le régime pénitentiaire et le financement des partis. *Rigolos* marginaux ou porteurs de perspectives nouvelles ? Le débat est important, et nous y reviendrons. En attendant, nous leur donnons la parole. ■

T.S. : A ton avis, quelles sont les perspectives politiques en Italie ?

Emma Bonino : En Italie, les gens ont envie de changement. Depuis trente ans c'est le même personnel politique « compromis ». En ce sens, il y a un peu comme une réaction de rejet de la *Politique*. Sur le thème : « ce sont toujours les mêmes, c'est toujours pareil... ».

« le PCI, ce pachyderme englué dans la tradition »

T.S. : Il n'y a pas de projet mobilisateur ?

E.B. : Non, la gauche ne sait pas répondre aux aspirations à une autre vie. Elle est revendicative, mais elle ne pose pas les questions d'autres rapports, d'une autre croissance... Le Parti communiste italien est un pachyderme, profondément marqué par la tradition. Il défend la famille, il apparaît comme celui qui veut mieux faire marcher le système. De l'ordre, de l'organisation, voilà ce qu'il prétend apporter.

T.S. : Tu veux dire qu'il maintient un équilibre social et politique ?

E.B. : Le problème, c'est que le système ne marche pas. A force de rallier les autres couches, le PCI n'est même plus dans son élément. Je veux dire qu'il n'est même plus capable de proposer une alternative crédible.

T.S. : En tant que « Radicaux » vous avez, vous, tout de même, un projet politique.

E.B. : Faire évoluer le PCI de l'intérieur n'est pas possible. Mais de l'ex-

térieur, je crois qu'il est possible, en regroupant des forces sur des objectifs idéologiques de gauche, de faire avancer le pachyderme.

T.S. : Oui, mais jusqu'où ?

E.B. : Le problème est d'obliger le PCI à s'asseoir ailleurs qu'à côté de la Démocratie chrétienne. C'est tout !

« nous n'avons pas choisi la classe ouvrière »

T.S. : Je crains de ne pas très bien comprendre quels sont ces objectifs idéologiques de gauche. Peux-tu préciser ?

E.B. : Oui, je vois ce que tu veux dire. C'est évident. Nous n'avons pas fait le choix de la classe ouvrière en tant que telle. Nous n'avons pas structuré notre organisation ni ses idées sur l'hégémonie de la classe ouvrière. La classe ouvrière est au PCI. Nous n'avons pas non plus à proprement parler de « programme politique ». Nous concevons davantage cette dernière en termes d'objectifs dans tel ou tel secteur.

déstabiliser, fissurer...

T.S. : Justement, quel est pour vous le rôle que jouent ces objectifs sectoriels ? Et d'abord quels sont-ils ?

E.B. : La bataille que nous menons en Italie est une bataille de déstabilisation ; c'est une bataille pour les « droits civils ». Il y a des droits fonda-

mentaux qui correspondent à des aspirations populaires : le salaire, la liberté de discuter, de critiquer, de lutter contre la répression. C'est le sens des ligues du Parti radical. Le *Radical* est un mouvement fédéré d'une douzaine de ligues : Front des homosexuels, Comité pour la libéralisation de la Marijuana, pour la liberté d'expression, pour la liberté de l'avortement, comité des objecteurs de conscience... Les gens qui viennent dans ces ligues ont des positions de type syndical, mais ils n'ont jamais fait de politique. Au travers des batailles que nous menons, nous avons déjà une idée de la société socialiste autogestionnaire idéale. Et puis on produit des « cassures » dans le pays.

par la grâce du référendum...

T.S. : De quels moyens disposez-vous ?

E.B. : Il existe en Italie une chose très intéressante : « l'initiative populaire ». Si tu ramasses 500 000 signatures valables en trois mois, tu as le droit à un référendum. Avec ça, tu peux peser très fort sur les institutions, sur le pseudo-équilibre PCI-DC. Je prend un exemple de déséquilibre type dans notre société : le divorce. La gauche ne peut pas prendre une position réac sur ce sujet, mais, de fait, en appelant à voter contre la DC, elle menace l'équilibre à l'Assemblée. On ne peut pas continuer à gouverner si les lois référendaires viennent tourner votre politique...

T.S. : Quelle est l'attitude du Parti communiste vis-à-vis de ces référendums ?

E.B. : Il les craint. Dans nos campagnes, nous sommes très clairs. Nous disons : « le référendum est contre la DC ». Du coup, on se situe à gauche. Et ça embarrasse terriblement la stratégie du « compromis historique ».

T.S. : Si je comprends bien, vos campagnes de référendums vous tiennent lieu de programme !

E.B. : Si tu veux. En 1971, on a lancé cinq référendums. En 1974, huit. Tous furent des échecs. Vient 1975 : on a lancé un référendum sur l'avortement, puis huit autres. Toutes les signatures ont été obtenues.

T.S. : Est-ce que votre démarche n'est pas trop institutionnelle ?

E.B. : Il faut distinguer deux aspects, complémentaires. On se bat en effet sur des problèmes institutionnels, mais on le fait à travers un travail de masse. Un exemple : à propos de l'avortement, on avait le choix entre créer des centres d'avortement « alternatifs » ou bien réclamer l'avortement gratuit et hospitalier. Nous avons choisi la seconde solution. Du coup, nous avons choisi de faire dire à l'Etat : « l'avortement n'est pas un péché, un crime », comme on voulait le faire croire. Mais une fois l'avortement libre adopté, il a fallu que nous

nous battions à propos de ses conditions d'application.

T.S. : Mais comment tout cela est-il compatible avec le Parlement où vous siégez ?

E.B. : Le fait que nous soyons élus ne change pas grand chose. Le Parlement italien ne fait pas de politique. Tout se passe comme si l'on se contentait d'y compter les voix. On gouverne en fait à coup de décrets-lois cent en un an ! Le Parlement italien se contente de ratifier. Il ratifie l'austérité ? Le PCI ratifie l'austérité !

le foutoir

Nous, on fait marcher l'institution et on pose le type de questions dont on ne parle plus. J'ai pour ma part passé un mois à étudier le règlement de l'Assemblée. Et bien, en le faisant appliquer, on met un foutoir pas possible pour dénoncer cette mascarade ; on bloque les débats en parlant des heures, on convoque la presse... Nous allons continuer dans ce sens.

Propos recueillis par
Jean-Jacques CLERY ■



Photo DR

appel aux travailleurs, aux partis, syndicats, organisations populaires

La Direction politique nationale du PSU s'est réunie les 25 et 26 septembre. C'est bien entendu la situation créée par la « suspension » des négociations sur l'actualisation du Programme commun qui a d'abord été examinée. La DPN a décidé de s'adresser aux travailleurs et à leurs organisations dans un appel dont on lira le contenu ci-dessous. L'échéance électorale de mars 1978 peut être l'occasion, pour les forces qui incarnent une perspective

L'Union de la gauche réalisée autour du Programme commun paraît aujourd'hui dans l'impasse. Les travailleurs qui avaient placé leur espoir dans cette union sont inquiets : ils savent que, contre le pouvoir et le patronat, l'unité est une arme indispensable.

les raisons de la rupture

La rupture s'est produite sur le problème des nationalisations. Mais elle a des causes plus profondes. En effet, depuis 1972, on n'est pas allé jusqu'au bout de l'exigence d'unité : parce qu'elle est restée l'affaire d'accords d'états-majors, sans se traduire concrètement par une pratique et une organisation unitaire à la base qui aurait fait entendre la voix des travailleurs ; parce que la France ayant été plongée dans une crise profonde, aucun débat réel n'a eu lieu sur les moyens d'en sortir conformément aux intérêts des travailleurs ; parce que tout en affirmant « ouvrir la voie au socialisme », le Programme commun n'a jamais vraiment choisi entre un replâtrage du système actuel et une véritable rupture avec le capitalisme.

Voilà pourquoi, devant les échéances, les désaccords surgissent.

il est possible de sortir de l'impasse

Sortir de l'impasse ce n'est possible qu'en se saisissant de ces trois problèmes et en leur apportant une solution. C'est ce que le PSU propose par cet appel aux travailleurs et à leurs organisations.

●
pour un accord d'unité populaire, pour sortir de la crise par une voie anticapitaliste
●

l'unité populaire...

L'unité, ce n'est pas simplement le spectacle de la réunion de leaders devant la télévision. C'est la possibilité pour tous les travailleurs : — de débattre ensemble, l'unité, ce n'est pas la dissimulation des diffé-

rences. Le débat entre tous, fraternel et constructif, est un élément indispensable de l'unité.

— d'agir ensemble, de réaliser une véritable mobilisation populaire pour satisfaire leurs revendications.

C'est pourquoi le PSU appelle l'ensemble des sections, dans les entreprises et les localités, de ses fédérations départementales et régionales à entrer en contact à tous les échelons avec les partis de l'union de la gauche et toutes les organisations populaires (syndicales, familiales, du cadre de vie, nationalitaires, de femmes, écologiques, culturelles et éducatives) afin :

— de rechercher avec les organisations concernées et la participation active des travailleurs, les moyens d'agir aujourd'hui contre le chômage, l'austérité, les liquidations d'entreprises, la hausse des prix ; les moyens de faire en sorte que demain, après la défaite de la droite, les mêmes maux ne se reproduisent pas ; — que se créent, dans les entreprises et les localités des rassemblements de travailleurs pour l'unité populaire, permettant la mobilisation contre le pouvoir giscardien, et garantissant une victoire massive en 1978.

Ainsi peut surgir une unité nouvelle, capable de battre la droite en 1978. Nouvelle parce que c'est à l'ouvrier de chez Citroën, à la ménagère, au locataire d'un grand ensemble, de dire ce qu'il attend de la gauche pour changer sa vie.

pour sortir de la crise

Aujourd'hui, qu'est-ce que les travailleurs attendent de plus important et de plus urgent d'un changement politique ? Qu'on sorte de la crise qui aggrave leurs conditions d'existence, et est utilisée par les capitalistes pour bloquer toute amélioration. On ne sortira pas de la crise en continuant d'une manière ou d'une autre la politique du plan Barre qui a échoué. Rien ne serait plus catastrophique qu'une politique d'austérité menée par un gouvernement de gauche : l'exemple anglais le montre. Au contraire, la politique de la gauche doit se fixer comme priorité de provoquer des changements profonds en ce qui concerne :

● **l'emploi** : comment assurer le droit à un emploi pour tous — hommes, femmes, jeunes — et la possibilité de vivre et travailler au pays ; comment répondre à la situation des entreprises en voie de liquidation ;

● **l'égalité des conditions d'existence** : comment faire disparaître les énormes différences de revenus, l'inégalité dans l'accès à la formation

autogestionnaire de faire entendre leur voix, si elles sont capables de présenter des candidatures communes dans le cadre d'un Front des autogestionnaires, qui ferait campagne autour d'une plateforme commune pour l'écologie, les droits des femmes et des minorités, le socialisme. C'est ce que propose le PSU qui s'efforcera de contribuer à cette convergence. Enfin la DPN a également débattu de la préparation des états généraux sur l'autogestion. □

et au savoir, la hiérarchie sociale qui entretient une minorité de privilégiés. Comment réaliser concrètement l'égalité entre les hommes et les femmes ;

● **les nouveaux droits des travailleurs** : comment traduire dans les faits la volonté manifestée par les travailleurs dans leurs luttes de ne plus laisser aux capitalistes le soin de décider de leur sort, d'accéder à un véritable contrôle sur l'organisation, le produit et le revenu de leur travail ;

● **un développement économique vraiment utile** : comment faire que le travail produise les biens et les services dont nous avons besoin pour vivre autrement et non le gaspillage et l'insécurité.

Ces questions n'ont pas été abordées (ou peu) dans la discussion d'actualisation du Programme commun. Ce sont pourtant les plus importantes.

C'est sur ces questions que peut avoir lieu une discussion qui ne sera pas artificielle. Une discussion entre tous les travailleurs, entre toutes leurs organisations. Une discussion, qui, alors, peut conduire à un accord clair sur les tâches essentielles.

...par une voie anticapitaliste

Pour le PSU, c'est avec la volonté de répondre à ces questions qu'il faut aborder les sujets qui divisent actuellement la gauche, et non avec le souci de ménager le système capitaliste. Ainsi :

● **un vaste programme de nationalisations** doit permettre :

— que les travailleurs arrachent aux capitalistes la direction des affaires dans les principales branches d'activité ;

— de recréer des emplois dans les régions qui ont été laissées à l'abandon ;

— d'orienter l'activité économique vers la satisfaction prioritaire des besoins individuels et collectifs du plus grand nombre.

C'est pourquoi, bien avant les actuelles discussions, le PSU avait demandé : pas d'indemnisation pour les capitalistes ; la nationalisation complète du crédit, des groupes, filiales comprises le droit pour les travailleurs de choisir le statut de leur entreprise (plus important encore qu'une liste figée de nationalisations, un véritable contrôle ouvrier de l'atelier à la direction ; la majorité aux représentants des travailleurs dans les organes de direction ; la décentralisation des entreprises. Bref, pas une « étatisation », mais une socialisation.

● **La réorganisation du temps et des conditions de travail** doit permettre de respecter le droit à l'emploi, de réduire la fatigue, de permettre un travail collectif à la place du travail en miettes et sans responsabilités. Cela passe notamment par :

— les 35 heures pour tous ;

— le développement des services collectifs accessibles à tous (santé, transports, logements, équipements ménagers) ;

— l'extension à toutes les entreprises du contrôle ouvrier sur l'organisation du travail pour réorganiser les tâches et briser les structures hiérarchiques.

● **La réduction de l'écart entre les revenus** allant dans le sens de l'égalité par :

— la fixation du SMIC au niveau exigé par les syndicats (équivalent à 2 400 F en mars 1978) et la répercussion de cette hausse sur tous les bas salaires (jusqu'à 3 500 F) ;

— des augmentations mensuelles égales pour tous, qui assurent l'amélioration du pouvoir d'achat pour tous les salaires inférieurs à trois fois le SMIC ;

— le blocage de tous les hauts-revenus (et pas seulement des salaires) à 12 000 F.

● **Une planification vraiment démocratique** qui parte des intentions et des besoins des travailleurs, pour assurer un nouveau type de développement fondé sur : l'utilité des biens et services produits ; le refus du recours aux techniques dangereuses, et notamment au nucléaire ; l'établissement de relations économiques égalitaires avec les peuples qui veulent se libérer du capitalisme (et non le recours à l'arme nucléaire suicidaire et ruineuse).

Voilà ce que les travailleurs et les travailleuses attendent : la possibilité de :

vivre, produire, travailler autrement

Voilà ce sur quoi peuvent se rassembler tous ceux qui sont partisans d'une véritable gauche socialiste autogestionnaire pour qui la perspective de l'autogestion n'est pas un sujet de discours, mais peut être inscrite aujourd'hui et demain dans la solution de tous les problèmes des travailleurs.

Pour cela, il faut :

— **Unir le courant autogestionnaire pour qu'il joue son rôle indispensable ;**

— **Agir avec le PSU pour construire l'unité sur des bases nouvelles.**

— **Mieux encore, le rejoindre !**

les armes de la critique

Harlan county USA

de Barbara Kopple

« l'Amérique de la colère »

Harlan County, ville minière des Appalaches. Baraquements et vieilles roulettes, atmosphère grise et mort lente. Un vieil homme parle de sa vie à la mine : « *J'avais comme mission de garder les mules qui servaient à remonter le charbon car nous étions menacés par des chutes de pierres. Comme je disais au patron que je pouvais, moi aussi, être victime des éboulements, il m'a répondu que si l'animal mourait, il lui faudrait en racheter un autre ; alors qu'un homme serait pour lui parfaitement remplaçable, étant donné le nombre incroyable de demandes d'emploi.* »

Le vieil homme a connu les grèves des années trente, la répression brutale des patrons, la colère ouvrière en retour. Aujourd'hui, ça recommence. Parce qu'un groupe de mineurs a décidé d'adhérer au UMWA, syndicat de l'United Mine Workers of America. Les patrons refusent net de signer le contrat de convention collective. Début de la grève, installation des piquets, manifestations, intervention des forces de police, crépitements des

armes... Le sang coule : l'Amérique ne règle pas ses problèmes en douceur. Et, pour raconter cela, les caméras de Barbara Kopple.

des caméras « dans le coup »

Barbara Kopple ? Femme d'action, cinéaste politiquement engagée, elle est venue sur les lieux de son repor-

tage après la mort mystérieuse de Yablonski, leader, au sein du syndicat des mineurs, d'un groupe minoritaire, *la Démocratie des Mineurs*. Quand la grève se déclenche, elle décide de rester sur place. Mieux qu'un simple reportage, son film devient le journal de la grève. Interviews des mineurs, de leurs femmes (dont le rôle fut d'une importance considérable), de leurs enfants, de certains représentants des forces de l'ordre et du patronat : Barbara Kopple construit un document d'Histoire. Histoire de la cité minière, histoire d'une grève *en train de se faire*, et par-delà l'actualité, histoire du mouvement ouvrier.

Barbara Kopple ne l'a pas réalisé sans dangers, se heurtant au Ku-Klux-Klan, dont les affidés épaulaient les briseurs de grève aux représentants du patronat, indignés qu'un bout de femme se mêle des affaires des « hommes », risquant bel et bien sa peau quand les mitraillettes ont crépité.

Dans tout ce magma de difficultés, elle a pourtant réussi son coup : démasquer l'envers d'une société de consommation trop célébrée, exalter un combat trop oublié. Un cinéma *radical* qui tranche avec la production d'un certain cinéma traditionnel.

Fabian GASTELLIER ■

Salles : Saint-Séverin (033-50-91) ; Marbeuf (225-47-19) ; Entrepôt (542-67-42) ; Action-Lafayette (878-80-50).

pas d'orchidées pour miss Blandush

Frédéric DARD,
d'après J.H. CHASE.

Mise en scène
de Robert HOSSEIN.

James Hadley Chase adapté par San Antonio et découpé en tranches par Hossein, c'était une entreprise intéressante. Malheureusement, la mise en scène réduit l'intrigue policière à une série de tableaux sur l'Amérique de la prohibition, sans réussir à construire une véritable œuvre de théâtre. Par-ci, par-là des emprunts aux films noirs de l'Amérique des années 50, un dialogue souvent drôle mais pas toujours à propos : tout cela fait de cet exercice de style un petit cinoche du pauvre. L'expérience est sympathique, mais on attendait mieux. ■

Théâtre de la Porte Saint-Martin : 201-05-88.

le bateau pour Lipaia

d'Alexei Arbousov.

Ils sont deux. Deux vieux qui se rencontrent dans un sanatorium, quelque part en Union soviétique. Deux solitudes qui se croisent, s'écoulent et se lamentent sur fond de mort lente. Ils voudraient bien partir, pouvoir tout recommencer, mais il y a le temps — l'inexorable temps qui les cloue sur place. *Le Bateau pour Lipaia* est une petite pièce de chambre, douce comme une musique aux accents mélancoliques. A la manière de Tchekov, elle a, sans égaler le maître, une tendresse, une justesse de ton qui lui donnent un parfum secret. Edwige Feuillère, superbe, et Guy Tréjean, éblouissant. Un moment privilégié. ■

Théâtre Comédie des Champs-Élysées : 225-76-18).

les vadrouilles du théâtre à pattes

Créé fin 1973, « Le théâtre à pattes » intervient pour la première fois à Reims en mai 74. Il joue là où le théâtre va peu ou pas, c'est-à-dire dans les quartiers, les entreprises, les villages... Il se propose de présenter un théâtre qui, par ses lieux d'intervention et les problèmes qu'il soulève, soit en prise sur la réalité sociale et politique et ne reste plus le privilège exclusif de quelques-uns. *Mockinpott*, son premier spectacle, sera joué, en plein air le plus souvent, dans les grands quartiers de la ville ou des cités voisines, dans des villages, pour un comité d'entreprise.

D'autres circuits d'intervention sont bientôt gagnés, qui élargissent son travail d'implantation et de recherche : lycées, meetings, fêtes populaires... En 76-77 un spectacle sur la liquidation d'une entreprise rémoise est monté avec le concours de syndicalistes de cette entreprise ; une intervention sur le « Plan Barre » ponctue plusieurs manifestations contre celui-ci ; après un spectacle sur les femmes il joue en juin, dans le pays rémois, « 1880 ou 6 semaines de la vie d'un tisseur rémois ».

1880, pièce historique, écrite à partir de documents des Archives départementales, éclaire un pan ignoré de l'histoire locale : les grèves de l'industrie textile à la fin du XIX^e siècle. Si les événements sont véridiques, il en va de même pour certains textes, en particulier les déclarations des grévistes. Quant à la place des femmes, elle a été légèrement privilégiée afin de rendre compte de l'existence de mouvements féministes que l'histoire officielle s'est toujours obtenue à cacher.

A travers cette pièce sont posés,

outre les problèmes du mouvement ouvrier à cette époque, des questions



Photo DR

toujours — sinon plus que jamais ! — d'actualité (sens des luttes, prise du pouvoir, résistance à l'exploitation...).

Dès le 22 octobre, « Le théâtre à pattes » reprendra ce spectacle (journée CFDT) qui sera joué à Reims et dans la région (mois sur le mouvement ouvrier local dans une MJC ; 6 heures pour l'autogestion organisées le 26 octobre à Vitry-le-François (Marne) par la section locale du PSU ; meeting de soutien à la presse d'extrême gauche ; lycées...).

la menace

d'Alain CORNEAU

Quel est le pire ennemi de l'homme ? L'homme. Et quand est-il le plus dangereux ? Lorsqu'il se croit investi d'une mission sur ses semblables. Donc, la police et le justicier.

Innocents du meurtre dont on les accuse, un homme et son amie ont à faire face à la machine policière. La seule chose que les flics n'admettront jamais, c'est, justement, cette innocence. D'où la nécessité de se transformer en faux assassin. Semant les preuves d'une culpabilité imaginaire, Yves Montand essaie de se sortir d'un engrenage pour mieux tomber dans un autre : celui de la justice privée. Organisant sa propre mort, il se jette dans les griffes de justiciers américains qui le prennent pour son propre meurtrier. Glissades dans l'absurde et dernières séquences parfaitement réalisées, *La Menace*, thriller qui cherche à dénoncer les mécanismes de la justice des hommes, est un bon moment de cinéma « à l'américaine ».

F.G. ■

Salles : Paramount-Elysées (359-49-34) ; Paramount-Opéra (073-34-77) ; Omnia (231-39-36) ; Galaxie (580-76-86) ; Paramount-Maillot (758-24-24) ; Secrétan (206-71-33) ; Paramount-Gobelins (707-12-28) ; Paramount-Bastille (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse (326-22-17) ; Paramount-Gaîté (326-99-34) ; UGC Odéon (325-71-08).

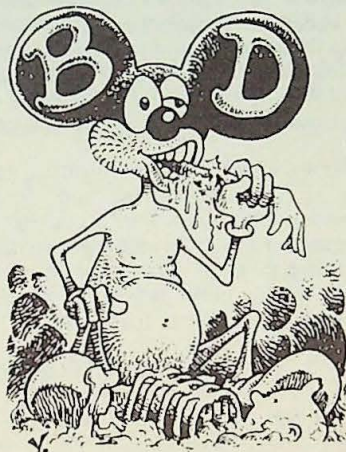
chroniques d'à côté BD : petites bulles

Pendant que vous pataugiez dans le mazout sur les plages de la Côte d'Azur, un raz de marée de bandes dessinées vous a pris par derrière. Allez, on secoue le sable et on essaie de voir un peu ce qu'il faut lire pour ne pas avoir l'air trop bête.

Un mensuel, d'abord, qui n'a pas fini de nous étonner : *Antirouille* (2, square Pétrille, 75009 Paris) qui, après la mort d'*Actuel*, veut tenir le pari de faire quelque chose de différent, deux ans plus tard, pour une nouvelle génération de jeunots. Trop risqué ?

Mickey-gangster

Peut-être. Aujourd'hui *Antirouille* lance un appel désespéré pour trouver 20 millions d'AF. Un gros trou dans la caisse à éponger avant le 15 octobre. Les riches enverront quelques billets. Les pauvres se contenteront de s'abonner ou d'acheter le numéro spécial BD : 84 pages sans publicité pour 8 F, c'est donné. Avec, sur la couverture signée Volny, un Mickey mal rasé, type gangster, en train de bouffer les restes osseux de Tintin. Voilà au moins de claires intentions. Outre de nombreuses histoires, on lira avec plaisir les interviews et les enquêtes sur « les OS de la BD » ceux qui dessinent à la chaîne pour des



vedettes, ceux qui colorient, ceux qui grattent sous la table dans le plus obscur anonymat. L'envers du décor, une exploitation de plus dont on ne cause jamais.

Côté informations, vous pouvez lire

aussi *Graffito* (c/o Pascal Marec, 5, rue Barjulé, 44490 Le Croisic), un fanzine qui se fatigue à faire le tour complet de l'actualité BD. Un peu partout en France, des types passent des journées entières à fabriquer de petits journaux tirés à quelques centaines d'exemplaires. C'est là un phénomène social très révélateur. Malgré les tentatives de centralisation des pieuvres de la presse, l'information explose, se diversifie, échappe aux spécialistes.

Un autre fanzine, plus ancien, mérite aussi une mention spéciale pour un boulot ingrat, quoique indispensable. C'est *Fantasmagorie* (65, rue de la Demi-Lune, 93100 Montreuil) entièrement consacré au cinéma d'animation. Dans le numéro 10 (6 F), l'équipe fait le point sur la question, avec un dossier complet de Rivoire, celui que l'on retrouve tous les mois, avec son complice Garret, dans *Charlie-mensuel* pour l'actualité du dessin animé.

Chez les revues riches, ne ratez surtout pas le dix-septième numéro de *Métal Hurlant* (LF Editions, Humanoïdes Associés, 41, rue de Lancry, 75010 Paris) avec une étonnante histoire en couleur de Nicollet, « Monsieur », un monde baroque et pervers avec des robots volants et des hermaphrodites masqués. Au même sommaire, une rêverie cosmique de Philip Caza, bien connu des lecteurs de *Pilote*, et dont on avait remarqué le premier album, *Fume c'est du Caza* (Kesselring éd., BDiffusion) pour son mélange de gags et de sérieux écologique. Caza prépare en ce moment un dessin animé de long métrage avec Laloux, celui de *La planète sauvage* : une adaptation du premier roman féérique et politique de Jean-Pier-

re Andrevon, *Les hommes-machines contre Gandahar* (Denoël, Coll. « Présence du futur »).

Une autre revue qui n'a pas de soucis financiers : *L'Echo des Savanes* (éditions du Fromage, 11, rue Portefoin, 75003 Paris) vient de publier un numéro « spécial ordinaire » (9 F), avec Anne-Marie Simond, Lucques, Pichard, Epistolier et son jumeau Frémion, Taffin, Mandryka. Du beau monde. Laurent Tharbes, pseudo de Théophraste Epistolier interviewe Yves Frémion, pseudo de Laurent-Tharbes. Ou c'est peut-être le contraire. Y'en a qui se gênent pas ! Mais on ne peut pas leur en vouloir puisque le sujet, la crise de la BD, est tout particulièrement brûlant. Nous avons demandé ci-dessous à Laurent-Théophraste Frémion ce qu'il faisait quand il ne s'interrogeait pas lui-même.

le cannibalisme, c'est pas sain !

Avant de lui laisser la parole (il en profite pour se peigner, se moucher et se regarder dans un miroir de poche Prisunic) signalons un dernier album à ne pas rater surtout : une véritable merveille de Moebius (alias Gir, alias Giraud, ils aiment se déguiser, ces gens !), *L'homme est-il bon ?* (Humanoïdes Associés). La réponse à la question du titre, à prendre au sens gastronomique du terme, c'est : non, l'homme n'est pas bon. Les extra-terrestres qui mangent de l'homme attrapent des boutons. Sans doute à cause de la dioxine et du DDT. Allez les végétariens !

Bernard BLANC ■

Yves Frémion au micro

Yves Frémion et ses deux petits copains, Epistolier et Tharbes, apparaît régulièrement dans tous les journaux de BD intéressants : *Charlie-mensuel*, *Fluide Glacial*, *L'Echo des Savanes*. Il a publié lui-même, puis avec Falatoff et aujourd'hui avec les Humanoïdes associés, un brûlot qui a mis une belle panique dans la BD aux bonnes manières : *Le petit Mické qui n'a pas peur des gros* fabriqué avec la complicité de sa femme, Christine Poutout et de ses amis dessinateurs, Gotlib, Mandryka, Volny et même Bretécher. On peut se procurer le recueil des 8 premiers numéros chez Falatoff-Artefact, 3, rue du Marché, 95880 Enghien, et la suite aux Humanoïdes. Aux dernières nouvelles, le *Petit Mické* se suicide. Faut pas rater ça ! Cette rentrée 77 est très favorable à Frémion qui publie en même temps la vie romancée de Nietzsche aux éditions Vermont (33, bd Berthier, 75017 Paris) et un recueil de nouvelles de science fiction politique chez Kesselring, *Octobre, Octobres* qui vont faire grincer des dents les staniliens... Ça y est, Frémion s'est peigné et il prend le micro.

« Actuellement, dans la BD, il y a une nette tendance de la part des éditeurs, des commerçants et même des dessinateurs à faire croire que c'est un tout uniforme, une grande confrérie dans laquelle tout le monde est copain. Cette année, au dernier Salon d'Angoulême, Wolinski a foutu la merde à ce propos. On essaie vraiment de faire croire qu'il y a une égalité de statut entre des types comme Gotlib, Wolinski. Reiser et les petits cons qui font des espèces de merdes

dans des journaux innombrables... Ce qui est parfaitement faux.

A Angoulême, cette année, le climat était à l'engueulade. Certains débats valaient le coup, car des gens très divers y participaient : ça allait de Wolinski à des gens d'extrême droite comme Thierry Martens qui a la charge de *Spiro* pour ne pas le nommer... Dans tous les débats, l'aspect politique du problème était chaque fois posé très vite.

La BD, depuis 5 ans, a énormément

éclaté sur le plan formel. Il y a eu une série extraordinaire de nouveautés sur le plan graphique, avec des gens comme Druillet d'abord, puis Régis Franc, Got, Petillon et des tas d'autres. Et comme la science fiction a pété dans les années 60 sous l'influence de gens comme Ballard, la BD a aujourd'hui connu sa crise formelle, elle a trouvé tout ce dont elle avait besoin, côté dessins. Maintenant, les gens veulent des histoires, qu'on leur dise des trucs qu'on leur dit pas. Il y a des journaux splendides que tu ouvres avec un enchantement total, mais ça te tombe des mains parce que les histoires sont totalement infantiles. Il manque des scénaristes : c'est normal, ils sont payés comme des cochons, peuvent pas vivre. Personne, à part de grands enthousiastes comme Pierre Christian ou Lob, mais qui sont tout seuls dans leur coin.

Ce qui me paraît plus grave, c'est le manque d'idées d'un nombre incalculable de dessinateurs.

Ce qui se dessine, c'est d'abord l'apparition de grands narrateurs classiques, qui racontent des histoires linéaires et romanesques, avec un dessin parfait et qui ont la chance de faire des histoires de plus de cent planches, comme Hugo Pratt, avec Corto Maltese chez Casterman, ou

Hans Kresse et Tardi qui font des séries à suivre sur plusieurs albums.

on sort du linéaire

Mais aussi, et c'est très important, une nouvelle narration, qui ne soit pas purement romanesque et linéaire. Il y a des albums qui me donnent bon espoir pour cette seconde tendance. C'est le cas du *Baron Noir* de Got et Petillon, du *Sergent Laterreur* de Touis, de tout ce que fait Régis Franc, de toute l'œuvre de Masse, et d'un certain nombre de gens qu'on retrouve dans *L'Echo des Savanes*. Tardi, F'murr, Auclair, aussi. Mais je pense surtout à la série d'Alack Sinner de Munoz et Sampayo aux Editions du Square : le personnage est vraiment très nouveau dans la BD.

Cette nouvelle narration apparaîtra en masse si les dessinateurs en prennent conscience, si les rédacteurs en chef ont ce type de préoccupation, ce n'est pas le cas à l'heure actuelle, sauf peut-être pour Wolinski et si les journalistes en parlent. Et une plus grande psychologie, une plus grande profondeur narrative impliquent une plus grande idéologie, ça c'est important. »

Propos recueillis par B. Blanc ■

points de vue

On ne l'a pas vu, on ne l'a pas entendu, mais on en a entendu abondamment causer à la maison, en rentrant d'une rude journée de la-bour... Il paraît que Gicquel, mardi soir sur TF 1, a crevé son plafond en annonçant les dernières mesures frappant les travailleurs immigrés. Hochant doucement la tête, l'œil plus humide que jamais, notre bon Rogern'apas mégoté pour faire passer la sauce de ces « cruelles décisions », comme il dit.

Un petit film tout à fait rigolo est venu illustrer le propos : on nous montrait un joyeux Sénégalais rentrant au pays, lesté du petit pécule aimablement offert par notre gouvernement, après quelques années de bons et loyaux services passées dans les tranchées de la région parisienne... Cocu mais content.

Après, pour garder la main mais en reniflant sec (l'arrière-saison est pro-

pice aux rhumes), on est passé sur A 2, où l'on donnait la *Dolce Vita* de Fellini, aux *Dossiers de l'écran...* C'est un film qu'il faut au moins avoir vu deux fois. Non pas pour se plonger, comme on le proposait, avec une délectation morose, dans un abîme de réflexion sur la décadence de notre société. Mais peut-être, pour mieux revivre ces itinéraires entrecroisés, ces malentendus, ces

fausses rencontres, ces échanges manqués, entre des êtres qui nous renvoient à nous-mêmes.

Tout comme, d'ailleurs, chacun de ces personnages, au long de ce film multiple et sans fin, reste à côté de lui-même, tente de se rejoindre et d'exister, cherche à se trouver dans son propre reflet, ou son image : jeu des miroirs, des photographes, des magnétophones ; pose, comédie, drame...

Le débat valait son pesant de mou-tarde : Fellini aurait pu l'inclure tel quel, en séquence, dans son film... Philosophie au ras des pâquerettes, tournant autour du thème (complètement vide) de la « décadence » — que ces messieurs semblaient d'ailleurs, allusions coquines à l'appui, confondre avec « partouze... »

débat : rien à dire...

Il y avait là le professeur Châtelet, en noble vieillard, qui s'est fait définitivement la gueule du père de Pinocchio ; il assène une vérité par minute, du genre : « La jeunesse promet beaucoup » ou « l'argent ne fait pas le bonheur »... Villalonga avait l'air de fourguer en douce de la pub pour des cigares et du cognac. Le patron du Crazy Horse Saloon (pourquoi pas ?...) n'a rien d'émoustillant et, de

réalités, ont déduit des dernières déclarations de Fiterman, hier soir, que le sommet de la gauche serait à nouveau reporté... »

Voilà, on fait la balance : six coups à droite, aucun à gauche. Et c'est comme ça presque tous les jours. On dirait que les veaux sont bien gardés...

Ph. M. ■

bien gardés...

Quand on parle télé, « à gauche », on oublie bien souvent la « télé de midi ». Pas le pouvoir, qui a fait de ce programme de la mi-journée, sur TF1, une chasse gardée du « giscardisme populaire ».

Passons sur Danièle Gilbert et son minaudage innocent qui fait le lit aux chanteurs et aux propos les plus éculés : elle est dans la ligne générale des variétés télévisées, elle remplit gentiment sa mission qui est de refléter la France-qui-n'a-pas-de-problèmes, celle où-tout-finit-par-des-chansons...

Mais le journal, ou ce qu'Yves Mourousi appelle ainsi ! Qu'il pleuve ou qu'il vente, depuis des années, il prend prétexte de cette mi-journée « des familles », des « femmes à la maison » pour labourer tranquillement dans le sens du poil majoritaire. Voici un petit exemple de ce que ça donne, pour édifier ceux qui — décidément — n'ont pas la chance d'ouvrir leur poste à cette heure.

Cela se passe le mercredi 21 septembre à 13 heures. Mourousi « ouvre » sur la politique : un sondage de *Minute*, largement déployé devant l'écran (les Français sont ceci-cela, etc.), et *Minute* n'est plus un journal d'opposition). Puis il enchaîne sur un autre sondage tiré de *J'Informe*, dont c'est le second jour de parution (et tant pis ou tant mieux si cela donne l'impression de faire la nique à ce « Monde de gauche » que le quotidien de Fontanet entend doubler sur sa droite). Ensuite, le sommet de la gauche, qui reprend ce jour-là. Mais — attention au parallélisme ! — c'est pour évoquer dans la foulée, à temps de parole égal, la rencontre « de routine » de la majori-

té, comme chaque mercredi : eux sont unis, comme on sait.

un grand malheur

En supplément, dans le cadre des nouvelles parutions politiques — rubrique « les 100 jours de la gauche » ou « l'enfer de 1978 » —, Mourousi montre une bande dessinée publiée par le RPR de Chirac : M. Martin, un bon Français, regarde passer un cosaque dans la cour de l'école de son fils. Et puis, pleins feux sur l'invité : Eugène Ionesco. On se dit : ce n'est pas un coup à gauche, certes ; mais au moins, c'est de la littérature. Pas du tout : pour présenter son bouquin, « Antidotes », Ionesco ne parle que du Goulag soviétique, et de tous ceux que toutes les gauches du monde cherchent à répandre. Et il a quelques grandes formules : « 1917 a été un grand malheur... Tout est de la faute de Marx... Je m'inscris à contre-courant, presque seul face à la classe intellectuelle... »

Enfin, après un quart d'heure de cette bouillie engagée, voici l'inévitable petit tour à la Bourse (qui, soit dit en passant, semble indiquer que les mères de famille tripatouillent aussi dans le business, ou que les retraités sont de grands détenteurs d'actions) : « Oui, cher Yves Mourousi, c'est une hausse légère ce matin ; les boursiers, prenant leurs désirs pour des

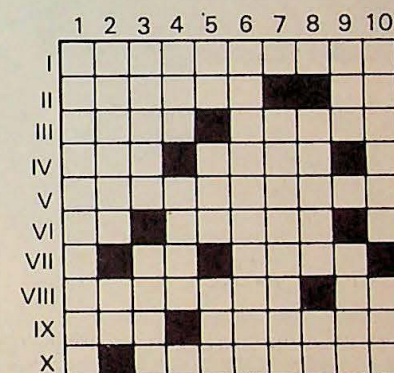
plus, rien à dire. Quant à Soustelle, il a parlé vaguement d'« époque de transition »... Puis, comme il était déjà minuit, et que le standard de Darbois était muet, tout le monde est parti se coucher.

Oh là là !! Comme on voudrait parfois (souvent) être Wolinski pour vous raconter cela en trois coups de crayon ! Surtout que, pour de bon, ça a bien l'air d'être la grippe.

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Problème n° 32



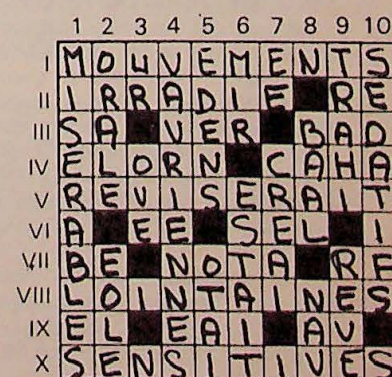
Horizontalement :

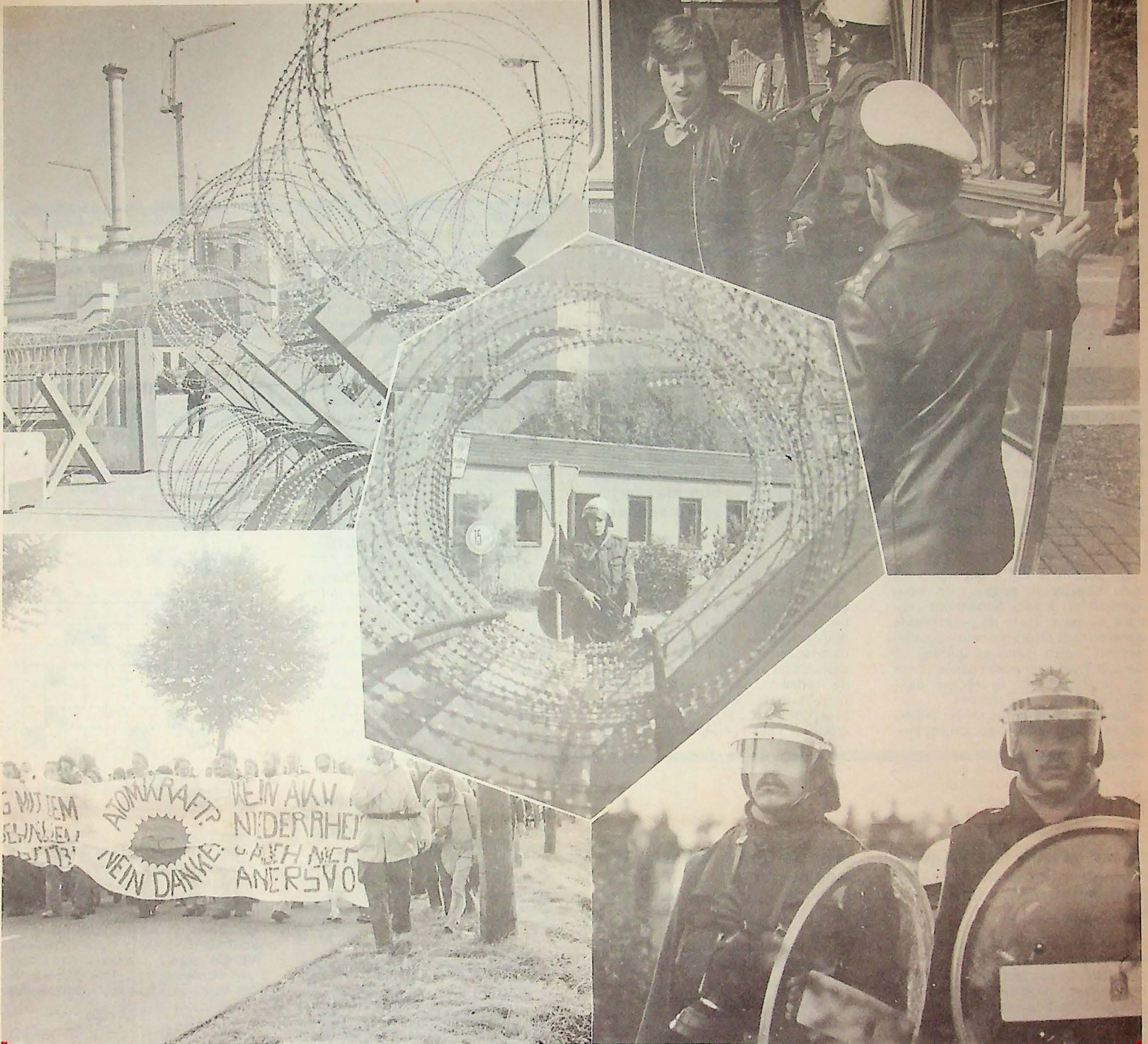
I. Des p'tits gars dirait Bigeard ! II. Bandiera rossa ! - Vieille vache. III. Pas forcément corrigé - Craint les épanchements. IV. Suit Bonnet - La seule chose qu'Edgar Faure risque de conserver du Jura. V. Des vertus de gourmets. VI. Dans l'œuf - Provient. VII. Un jaune ! - Fait pour être lâché. VIII. Sur les listes - Tête d'abruti. IX. N'avoua pas - Suit la panade. X. Pas vraie.

Verticalement :

1. A éviter dans les meetings ! 2. Ne saurait tomber dans une impasse - Conjonction. 3. Grosses légumes - Tentai. 4. Sigle international - Un sommet renversé. 5. Note - Onomatopée - Des transports de Parisiens (sigle). 6. Donne des coups au cœur. 7. Pour faire de l'art ou faire du lard ! 8. De la neige en masse - Epelé : fait tarte. 9. Ses bidonvilles, sa police, ses militaires... - Vieux radis. 10. Tunisienne - Baba !

Solution du n° 31





Reportage photo Manuel Joaquim - ARPP.

super kalkar

de notre envoyé spécial

Ça faisait longtemps qu'on en parlait, au parti et ailleurs. Le 24 septembre les BBU, fédération des initiatives de citoyens allemands antinucléaires organisaient une grande manif contre le surgénérateur qui se construit à Kalkar. Un super Phénix germanique qui, vu son prix, est plutôt un super pfenning... Dix ans de retard dans la construction, mais on continue, c'est ça l'image de mark...

De nombreuses réunions sur Paris avaient tenté de coordonner les organisations et les « autonomes » pour préparer les départs. La frontière serait-elle dure à passer ? Les organisateurs avaient « un plan » pour contourner les forces de l'ordre et avaient décidé d'affréter des cars, fort cher d'ailleurs (150 F aller-retour). Le plan n'avait pas tout prévu : les cars ne sont pas parvenus jusqu'à la manifestation.

Vingt-trois heures : autoroute du Nord. Peu de circulation, la voiture marche bien, le moral est bon « *La frontière belge. Les copains, préparez vos papiers* ». Là déjà, le contrôle est sévère. Nous dépassons le car des Amis de la Terre de Paris, qui seront fouillés pendant trois heures. A nous la Belgique et ses autoroutes éclairées ! Des milliers de kilowatt-heure pour des milliers d'ampoules. Heureusement la centrale nucléaire de Tihange est là pour ça ! Puis c'est la frontière allemande. Du sérieux : « *Où allez-vous ? Chez qui ? Quelle rue ? On nous a déjà donné ce nom, c'est bizarre. Etes-vous bien sûrs de ce que vous dites ? A qui ce passeport ? Bien allez-y.* » Ouf !

Encore et toujours l'autoroute. Bientôt barrée par un gigantesque barrage de police. Les flics, mitraillette au poing nous mettent en joue à travers les vitres de la voiture, le doigt sur la gâchette : « *Papiers, descendez de la voiture* » nous explique une femme portant un brassard « *kriminalpolizei* ».

« *Nous cherchons des armes.* » Fouille totale de la voiture, sièges démontés, coffre vidé, sacs de couchage scrupuleusement tâtés. Un bâton oublié dans le coffre est rageusement rejeté par un policier un peu déçu mais visiblement décidé à ne pas rigoler. « *Allez-y* » nous ordonne la femme en essayant de cacher sous sa veste militaire le revolver qu'elle porte à la ceinture.

On approche de Kalkar, et dix kilomètres avant d'arriver, même chose en plus impressionnant encore. Trois heures d'attente entourés des militants maoïstes peu rassurants du KBW. Re-fouille complète, individus et voiture. Un policier heureux vient de trouver des armes : les piquets et les sardines de notre tente ! Le chef hésite. On peut quand même passer avec la tente.

Kalkar enfin. On retrouve les copains venus en train. Ils font la banderole du parti avec de l'adhésif et du tissu passés dans les sacs « *Keine Kern Waffen oder Kraftwerke — PSU — France* » (1). Heureusement qu'on a eu la prudence de la faire sur place : à coup sûr, elle ne serait pas passée au travers du contrôle. Pour le train, policiers, mitraillettes et chiens arrivaient en hélicoptère pour fouiller les wagons arrêtés en rase campagne. En fin de compte les piquets de tentes ont fait de très bons mâts pour la banderole. Nous avons pu lire à la tribune une déclaration de soutien aux BBU dans leur action non violente contre le nucléaire et la société que cela impose.

A Kalkar, les quarante mille manifestants ne s'y sont pas trompés, la société nucléaire, même avec un régime social-démocrate, est bien une société policière.

Michel MARTIN ■

(1) En gros : « *Non au nucléaire civil et militaire.* »